

*l'Anti*capitaliste

n°227 | 30 janvier 2014 — 1,20€

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org

85 capitalistes possèdent
autant que la moitié
de l'humanité...



Dégageons ce système !



Dossier

*Dieudonné et Soral:
Pathétique duo facho...*
Pages 6 et 7



ÉDITO
Jour de haine
Page 2

PREMIER PLAN
Opposition de gauche:
une nouvelle étape?
Page 3

ACTU INTERNATIONALE
Syrie: parodie de négociations
à Genève Page 5

LIBRE EXPRESSION
Visa: lutter contre l'extrême
droite dans le monde du travail
Page 12



Par CÔME PIERRON

Journal de haine

La manifestation de dimanche dernier, dite « jour de colère », qui a rassemblé deux ou trois dizaines de milliers de personnes à Paris montre qu'un mouvement radical de droite se structure. Dans le prolongement de la « manif pour tous » s'opère le regroupement des franges les plus réactionnaires qui contestent non seulement le gouvernement mais aussi la mollesse des appareils de la droite traditionnelle, dépassée et incapable d'opposer à la dérive libérale de Hollande autre chose qu'une surenchère hésitante. Même le FN, qui cherche à apparaître respectable à l'approche des élections municipales et qui est pourtant annoncé premier parti aux européennes par les sondages, n'aura pas appelé à ce rassemblement où se retrouve une partie de son électorat.

Mêlant dans une même protestation racisme, antisémitisme, islamophobie, homophobie, rejet de la fiscalité, conception rétrograde de l'éducation, de la famille, de l'identité et « liberté » d'entreprendre, ce jour de haine a amalgamé groupes catholiques intégristes, groupuscules fascistes, adeptes de Dieudonné et complotistes en tous genres. Après la manifestation contre l'IVG et avant celle contre le mariage pour tous, à quelques jours du 80^e anniversaire du 6 février 34, ce mouvement confirme son caractère extra-parlementaire, sa volonté d'occuper la rue contre un « pouvoir » associé à une gauche qu'il vomit, et ses velléités de dessiner un projet de société ultra-conservateur.

Sa force repose sur l'incapacité pour le mouvement ouvrier de se mobiliser pour combattre aujourd'hui, y compris dans la rue, les mesures anti-ouvrières de ce gouvernement et d'opposer une alternative globale à la politique capitaliste à l'œuvre. Car si la bourgeoisie n'a pas besoin aujourd'hui d'avoir recours au fascisme pour mener son offensive contre les classes populaires, le développement d'une importante mouvance de droite extrême et fascisante à côté d'un FN entre 20 et 25 % représente une menace pour celles et ceux qui contestent l'ordre établi. Regrouper à gauche de ce gouvernement, reconstruire un mouvement social combatif, porteur d'un projet de transformation écosocialiste de la société n'en devient que plus urgent.

BIEN DIT

Je reste généralement frappé par cette politique qui consiste – avec des allègements de cotisations – à remettre l'avenir économique de notre pays entre les mains des entreprises. (...) En faisant croire que le coût du travail est la cause du chômage, ce gouvernement fait lui aussi fausse route.

BENJAMIN CORIAT, PRÉSIDENT DU COLLECTIF DES ÉCONOMISTES ATERRÉS, dans l'Humanité du mardi 28 janvier.

À la Une

Inégalités: dégageons ce système!

Hollande invoque l'intérêt de la France pour vendre son pacte de responsabilité. Et dans l'ensemble du monde, c'est le même discours: nous serions tous dans le même bateau face à la crise et aux efforts nécessaires. Cette fable est jour après jour démentie par les faits.

En témoigne d'abord une étude anglaise sur les personnes qui possèdent plus de 1 million de dollars disponibles pour investir (ce qui veut dire que l'ensemble de leurs biens dépassent largement 1 million de dollars). Fin 2013, on en comptait 12,5 millions dans le monde, 46% de plus qu'en 2008. Avec 550 000, la France reste la 7^e puissance mondiale en nombre de millionnaires. Et ils ne s'oublient pas: les entreprises du CAC 40 ont versé en 2013 43 milliards d'euros à leurs actionnaires (soit 4% de plus qu'en 2012).

Le nombre de ces millionnaires augmente partout, y compris dans des pays où la majorité de la population est dans la misère. Comme le note un consultant cité par le journal économique *les Échos*, « Certains pays comme le Nigeria connaissent une forte propagation de la pauvreté concomitamment à la hausse du nombre de millionnaires. »

Ils mènent la lutte des classes

C'est une nouvelle illustration du constat cynique du multimilliardaire américain Warren Buffett: « Il y a une lutte des classes, évidemment, mais c'est ma classe, la classe des riches qui a mené la lutte. Et nous sommes en train de gagner. » Ce même Buffett qui s'est engagé à offrir la bagatelle de un milliard de dollars à celui ou celle qui parviendrait à prévoir parfaitement l'ensemble des résultats des phases finales du championnat universitaire américain de basket... Certes, que quelqu'un y arrive est hautement improbable mais, même si c'était le cas, cela ne ferait qu'ébrécher une fortune



personnelle évaluée à 60,8 milliards de dollars.

Une autre étude émanant de l'ONG britannique Oxfam montre que près de la moitié des richesses mondiales (46%) sont aujourd'hui détenues par 1% de la population et que les 85 personnes les plus riches possèdent autant que la moitié la plus pauvre de la population. La concentration des richesses s'est poursuivie pendant la crise: l'« élite » mondiale est de plus en plus riche tandis que la majorité de

la population est exclue du festin. Et encore, on ne sait pas tout, car la concentration réelle des richesses est sans doute plus forte car une grande partie de la richesse de ceux en haut de l'échelle est dissimulée dans les paradis fiscaux!

La richesse, c'est le pouvoir

Le problème n'est pas seulement que les riches soient riches, c'est aussi que les riches confisquent les institutions politiques à leur profit. Les exemples récents sont

nombreux en divers domaines: diminution de la fiscalité sur les hauts revenus (les riches payent moins d'impôts alors qu'ils ont une part plus grande du gâteau), atténuation au maximum de la finance consécutive à la crise (aux USA, les financiers ont employé des centaines de lobbyistes et dépensé plus d'un milliard de dollars en ce sens), maintien de réglementations favorables aux grands groupes et donc aux super-riches qui les contrôlent...

Les alternances entre droite et gauche sont donc largement de façade. Mais cela va au-delà: le capital, ce n'est pas seulement des richesses, mais le pouvoir de licencier, de décider de ce qui sera produit et de ce qui ne le sera pas, de fermer une usine pour la rouvrir ailleurs avec des travailleurs plus exploités, le pouvoir de sacrifier la santé des travailleurs et l'écologie aux profits à court terme.

Imposer une autre logique

Les inégalités ne sont pas une aberration du système capitaliste mais correspondent à sa logique profonde. Elles ont reculé seulement lorsque ceux d'en bas ont bénéficié d'un bon rapport de forces. Elles s'accroissent aujourd'hui sans frein. Les partis socialistes qui prétendaient réduire les inégalités sans remettre en cause le système sont devenus des partis sociaux libéraux, de moins en moins sociaux, de plus en plus libéraux, et dont les dirigeants sont à genoux devant les nantis. Pour imposer une autre logique, il faudra des luttes et une relève politique. La fonction du NPA est d'y contribuer.

Henri Wilno

UKRAINE

Une situation incontrôlée

Le pouvoir ukrainien oscille entre répression, voire état d'urgence, et ouvertures à son opposition, personne ne contrôlant la situation. Une réunion extraordinaire du Parlement est convoquée pour le mardi 28 janvier, confrontée à deux questions: le rôle croissant des groupes néo-fascistes et l'évolution incertaine des mobilisations populaires.



Kiev, vendredi 24 janvier. DR

Après plusieurs jours de violences, faisant officiellement trois morts et six selon d'autres sources, la mobilisation a marqué le pas le dimanche 25 à Kiev, malgré les espoirs de l'opposition. Symbole d'hésitations du pouvoir, les forces de l'ordre y ont laissé quelques manifestants occuper le ministère de la Justice, sans affrontement, tranchant avec la guérilla

urbaine qui avaient marqué Kiev la semaine passée. Par contre, la mobilisation s'est étendue à l'ouest et au centre du pays où les sièges du pouvoir ont été pris d'assaut, notamment en Galicie (bastion de l'organisation néo-fasciste Svoboda/Liberté). À Donetsk, fief de Viktor Ianoukovitch, dans le bassin minier du Donbass (russophone), des « milices populaires » se seraient

Un monde à changer

CHÔMAGE. « C'est le moment au contraire de renforcer nos politiques, d'accélérer tous les moteurs. » a déclaré le ministre du Travail Michel Sapin le mardi 28 janvier après la publication des chiffres du chômage. Parions que si le chiffre avait été bon, il aurait dit : « C'est la preuve que nos politiques sont bonnes, il faut les renforcer »... Cela fait des années que gouvernements de droite et de gauche répètent la même chose. Quand leur politique semble donner des résultats, c'est la preuve qu'elles sont bonnes ; quand les résultats ne sont pas là, il faut en faire plus, il faut « accélérer les moteurs ». Hollande répétait depuis des mois que la courbe du chômage allait s'inverser fin 2013. Eh bien, on a vu : 6% de hausse en moyenne pour les demandeurEs d'emploi. Le chômage de longue durée explose, de même que celui des « seniors ». Pour les jeunes, ça se stabilise seulement grâce aux emplois subventionnés. Derrière ces chiffres, il y a des gens, des revenus qui baissent, la pauvreté qui s'étend : le nombre de chômeurEs en fin de droits

atteint des records. Des taux de pauvreté ville par ville viennent d'être publiés. En tête, cinq communes de la Réunion. Suivent des villes du Nord, avec Roubaix et Denain qui comptent 45% d'habitantEs en dessous du seuil de pauvreté. Puis vient la banlieue parisienne : Clichy-sous-Bois (45%), Grigny (43%), Garges-lès-Gonesse (40%), La Courneuve (40%). Mais Hollande, droit dans ses bottes, continue : il reçoit l'Allemand Peter Hartz, l'ancien conseiller de Gerhard Schröder dont les réformes ont fait exploser la pauvreté en Allemagne. La recette de Hartz est simple : vous êtes chômeur, vous devez accepter n'importe quel boulot et, pour faciliter les choses aux patrons, on crée des contrats où l'embauche ne leur coûtera qu'un euro de l'heure. Selon la presse allemande, Hartz va devenir conseiller de Hollande. Une belle fréquentation quand on sait en plus que Hartz a été condamné pour corruption à deux ans de prison avec sursis et à une amende de 576 000 euros!

OPPOSITION DE GAUCHE Une nouvelle étape?

Dès l'arrivée au pouvoir de Hollande et de son gouvernement, le NPA a pris position pour la construction d'une opposition de gauche à ce gouvernement. Jean-Luc Mélenchon semble désormais appeler de ses vœux à cette « opposition de gauche ». Mais cette dernière doit être claire et cohérente.

Les nouvelles attaques contre l'ensemble du monde du travail annoncées via le « pacte de responsabilité » par le gouvernement Hollande-Ayrault et la présence une fois encore il y a quelques jours de la droite la plus extrême dans la rue renforcent plus que jamais la nécessité de le combattre et de lui opposer le rassemblement de toutes celles et tous ceux qui, à gauche, refusent sa politique. Depuis mai 2012, le NPA défend la perspective de construction d'une opposition unitaire à la gauche de ce gouvernement, ce qui implique un large débat entre toutes les forces de la gauche non-gouvernementale. Dans ce cadre, certaines questions et débats doivent être clairement posés sur la table. Comment suivre un PCF qui critique la politique du gouvernement mais s'allie au PS à Paris et dans plus de la moitié des grandes villes du pays dès le premier tour des municipales ? Comment suivre ce même parti quand, via André Chassaigne, chef de file des députés Front de gauche, il refuse de dire clairement s'il votera ou pas la confiance au gouvernement en juin prochain ?



Le NPA lors de la manifestation du 1^{er} décembre. PHOTOTHÈQUE ROUGE / JMB

Notre proposition n'a connu jusqu'à ce que des fins de non-recevoir de l'ensemble des organisations politiques à la gauche du Parti socialiste (de Lutte ouvrière à toutes les composantes du Front de gauche)... Mais comme le dit le proverbe, « il n'y a que les imbéciles qui ne changent pas d'avis ». La récente déclaration du bureau national du Parti de gauche titrée « Construire l'opposition de gauche », mais aussi toutes les paroles de Jean-Luc Mélenchon reprenant cette idée, sont un point positif, surtout quand on se

rappelle que ce dernier a répondu pendant des mois à notre proposition en indiquant n'être « ni dans la majorité ni dans l'opposition, mais dans l'autonomie conquérante »...

Avant tout, résister, se mobiliser Nous sommes prêts à avancer ensemble contre la politique d'austérité du gouvernement, en particulier par le développement de l'action et des luttes. C'est dans ce sens que nous devons encourager, aider ensemble à la convergence des luttes et de toutes les résistances. Nous ne pouvons

laisser le pavé aux réacs et fachos de tout genre et dans ce sens, il faut travailler à la mise en place d'une manifestation nationale, contre les plans patronaux et la politique d'austérité du gouvernement, contre les licenciements, pour la défense de la Sécurité sociale. Mais comment s'opposer au gouvernement et dénoncer il y a quelques semaines les révoltes populaires bretonnes ? Comment s'opposer au gouvernement et soutenir l'intervention militaire en Centrafrique au nom des intérêts de la France ? Comment s'opposer au gouvernement et nouer des alliances avec les responsables d'Europe Écologie les Verts dans plusieurs dizaines de villes, alors que ces responsables continuent à soutenir leur parti au gouvernement ? Bref, il devient urgent de choisir entre la rupture pour imposer des mesures d'urgence ou la simple mise en place d'une nouvelle majorité avec Europe Écologie les Verts et la gauche du Parti socialiste... Ces questions sont décisives à clarifier si l'on veut lutter efficacement contre la politique gouvernementale. Le NPA y est disponible. Qui d'autre ? **Sandra Demarcq**

Le chiffre

5,4 milliards

C'est, selon François Chérèque (désormais inspecteur général des affaires sociales et co-auteur d'un rapport à Jean-Marc Ayrault sur la pauvreté), le montant des sommes non perçues par les titulaires potentiels du RSA qui, pour diverses raisons, n'en demandent pas le versement. La fraude, elle, ne se monterait qu'à un peu plus de 60 millions d'euros...



Agenda

Judi 30 janvier, réunion publique du NPA, Beauvais.

Avec Olivier Besancenot, à 19h45, amphitheâtre du Pré-Martin, rue du Pré-Martin.

Judi 30 janvier, réunion publique NPA-Front de gauche, Sarlat.

Soutien à la liste municipale, à 20h30 salle Pierre-Denoix.

Samedi 1^{er} février, manifestations pour le droit à l'avortement en Espagne.

Liste des manifestations et rassemblements : <http://npa2009.org/evenement/manifestation-pour-le-droit-l'avortement-en-espagne>

Mercredi 5 février, réunion publique du NPA, Paris 10^e.

Avec Olivier Besancenot et Matthieu Chapuis (cheminot, tête de liste dans le 10^e), à 19h au café « La P'tite Louise », 54 rue du Château-d'Eau.

À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

NO COMMENT

Aujourd'hui, il n'y a plus de débat, tout le monde dit que nous allons dans le bon sens.

PIERRE MOSCOVICI, un ministre de l'économie et des finances pour qui le monde se réduit sans doute aux patrons, cité par *Le Monde* du 26-27 janvier 2014.

formées en prévision de l'arrivée des commandos néonazis de « Pravyi Sektor » (« ligne droite ») qui ont déjà organisé l'assaut de l'administration régionale à Zaporozhe (Est), comme ils l'ont fait ailleurs, en affirmant l'objectif de « prendre le pouvoir » contre toute négociation.

Entre négociations et état d'urgence

Le Parti des régions (environ 30% aux élections législatives d'octobre 2012) semble partagé entre ceux qui poussent aux négociations politiques contestant les lois répressives votées à la va-vite le 16 janvier et ceux qui reprochent au pouvoir d'être trop laxiste et suggèrent un état d'urgence. Partie prenante de

la coalition majoritaire, le Parti communiste ukrainien (percée de 13% de voix) s'est confronté au Parti du président en appelant à un référendum sur les choix internationaux¹.

Le président Ianoukovitch vient de proposer à son opposition la mise en place d'un groupe travaillant sur la Constitution et des responsabilités gouvernementales majeures : il a offert un poste de Premier ministre à Arseni Iasteniouk, chef de file du parti libéral de Ioulia Timochenko (Patrie – 25,44% des sièges). Sensible à l'offre, celui-ci a néanmoins précisé, sous pression des manifestants, qu'il ne prendrait de responsabilités qu'à la condition d'obtenir des révisions constitutionnelles,

des élections anticipées et la sortie de prison de Ioulia Timochenko. Celle-ci voit d'un mauvais œil la montée en popularité de l'ancien boxeur Vitali Klitschko auquel vient d'être offert un poste de vice-Premier ministre qu'il a rejetée comme « dépassée ». Dirigeant de centre droit (dont Udar, l'acronyme du parti ukrainien, veut dire « le coup », environ 13% des sièges), il est chouchouté par Angela Merkel.

Des courants néo-nazis à l'offensive

Ces deux partis d'opposition ont été jusqu'alors associés comme « pro-européens » avec le parti Liberté/Svoboda (10% de voix) dirigé par Oleh Tiahnibok, dominant en Galicie (40%

de voix). Lié à Jobbik en Hongrie et au Front national en France, attractif chez les jeunes, son nationalisme spécifique l'amène à célébrer les sinistres bataillons SS de Galicie en opposant l'Ukraine « européenne » à la Russie « asiatique » par ailleurs assimilée au bolchevisme/stalinisme dans un violent anti-communisme. Il semble actuellement lui-même débordé aussi sur sa droite à Maidan, et jusque dans ses fiefs de Galicie, par des groupes néo-nazis comme « Pravyi Sektor » (Ligne droite). Ultra-nationalistes, les militants de celui-ci (évalués entre un millier et... cent mille selon les sources) sont à la fois hostiles à la Russie et à l'UE dénoncée comme « oppresseur des nations européennes ».

Ils rejettent tous les partis d'opposition parlementaire, y compris Svoboda considéré comme « conformiste », en prônant une action directe de « prise du pouvoir » qui a fait l'objet le 21 janvier d'un reportage de la BBC². Ils miseraient sur le ralliement de certaines parties de l'armée et de la police.

Dans un contexte économique et social explosif où les partis sont discrédités, il est difficile de mesurer l'impact de ces « actions directes ».

Catherine Samary

1 – <http://herault.pcf.fr/47963>
2 – <http://www.bbc.co.uk/news/world-europe-25826238> cité par l'article de Volodymyr Ishchenko publié dans *The Guardian* du 22 janvier et évoqué sur le site LeftEast <http://www.criticatoc.ro/lefteast/953>
3 – <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article30938>

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
0148 70 42 28
redaction@npa2009.org

Diffusion :
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0414 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

**Gérant et directeur
de publication :**
Ross Harrold

**Secrétaire
de rédaction :**
Manu Bichindaritz

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 0148 70 42 22
Fax : 0148 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

HOLLANDE

Social-démocratie et tours de passe-passe

François Hollande prend un malin plaisir à allumer des contrefeux pour détourner l'attention et alimenter les faux débats.

La vie privée gérée comme un fait politique et l'importante discussion sur la légitimité ou non du statut de « première dame de France » occupent des heures durant la une de l'actualité hexagonale. Ce délire médiatique a fait passer au second plan le débat pour savoir si Hollande était ou non social-démocrate. Il avait lui-même lancé la question en pâture aux journalistes à moins que ce ne fut une de ces petites blagues dont, paraît-il, le président raffole. « Je suis social-démocrate au sens de ce pacte [de responsabilité], car il y a une démarche de « compromis » avec le patronat : baisses de charges sociales contre promesses d'embauches », avait-il déclaré lors de sa conférence de presse pour insister quelque peu cynique et provocateur : « Je ne suis pas gagné par le libéralisme, c'est même tout le contraire, puisque c'est l'État qui prend l'initiative. »

Un « compromis » fameux...

Et la presse aux ordres de commenter, mais oui, bien sûr que bien sûr, tout ça est une politique social-démocrate. « Fin des cotisations » familiales payées par les entreprises à l'horizon 2017, soit un chèque de 35 milliards d'euros, mais oui, c'est une politique social-démocrate de relance par la demande. Et sans rire, ce petit monde discute très sérieusement de cet « observatoire des contreparties » annoncé par Hollande, symbole même de ce compromis entre les partenaires sociaux typiquement social-démocrate !

Raffarin n'a pas manqué d'apporter à cette farce sa note incomparable d'humour jovial : « Quand j'attends depuis plus de 30 ans qu'un socialiste me dise qu'il est social-démocrate », et « qu'on devienne enfin un parti socialiste qui voudrait être moderne, comme le sont les Allemands, comme le sont tous les Européens, quand je vois ces avancées-là, je me dis : je les prends ! »

Chacun son camp...

Yvan Lemaître

PACTE DE RESPONSABILITÉ

L'arnaque en guise de « contrepartie »

Le 14 janvier, lors de ses vœux aux acteurs de l'entreprise et de l'emploi (c'est-à-dire les « partenaires sociaux » représentants des patrons et des salariés unis dans le dialogue social), Hollande annonçait : « Le premier chantier, c'est la poursuite de l'allègement du coût du travail... Je fixe un nouvel objectif, c'est que d'ici 2017, pour les entreprises et pour les travailleurs indépendants, ce soit la fin des cotisations familles. Cela représente 30 milliards de charges ».

Répondant ainsi à un vœu constant du patronat, le gouvernement « de gauche » lui fait ainsi un nouveau cadeau de 30 milliards, reprenant le langage des libéraux qui tentent de faire passer les cotisations sociales pour des charges. L'argument est toujours le même : la baisse du « coût du travail » permettra d'améliorer les marges des entreprises par la progression de la compétitivité, c'est-à-dire l'allongement de la durée de travail, le développement de la flexibilité entraînant l'aggravation des conditions de travail et la baisse des salaires. Même accommodés à la sauce gouvernementale, la récente publication des chiffres du chômage suffit à mettre en évidence une arnaque mal camouflée.

Dialogue social ?

La seule « nouveauté » est l'ouverture de négociations sur des « contreparties » à ce nouveau cadeau au patronat. En effet, dans le cadre de son « objectif de simplification », le gouvernement prévoit un « assouplissement des protections sociales et environnementales par des règles plus simples, plus efficaces et plus visibles » et souhaite que l'ensemble des dispositifs d'exonération soit évalué dans un cadre global et cohérent. C'est par cette porte largement ouverte qu'entre la logique du dialogue social.

Depuis ce lundi 27 janvier, le Premier ministre rencontre donc les « partenaires sociaux ». Il est d'ores et déjà acquis que la CFDT, l'UNSA, la CFTC et la CGC vont



non seulement s'engouffrer dans cette voie mais vont se faire les meilleurs porte-parole du gouvernement. Si FO annonce son refus de toute signature, cela ne vaut pas engagement à mobiliser contre. Solidaires se déclare opposé à la politique gouvernementale mais semble paralysée par son rejet de l'intersyndicale et le refus de la CGT de l'associer à la journée du 6 février.

Fonds perdus

La CGT réclame depuis longtemps l'évaluation des 230 milliards d'euros d'aides aux entreprises. Le ton est donné dans la déclaration faisant suite à la rencontre avec le Premier ministre : « Il y a un donc

un besoin urgent de clarification, tant sur les montants que sur la méthode ». Ça fait peur !

Sur le fond, la direction confédérale se propose d'exiger des objectifs contraignants en matière d'emplois, de salaires, de réduction de la précarité, d'investissements et de relocalisation. Ces objectifs devraient être définis dans un cadre interprofessionnel et s'appuyer sur de nouveaux droits pour les salariés : « le passage d'une politique d'aide aux entreprises qui ont besoin à une politique de droit pour toutes les entreprises, quelle que soit leur situation... Les aides aux entreprises et les exonérations fiscales doivent être conditionnées ». Assorti d'une actualisation de

la doctrine CGT sur le « coût du travail » chargée pour le moins d'ambiguïtés (cf. article page 8), cela laisse la porte ouverte à une fiscalisation partielle de la protection sociale.

Méthode tordue

Sur la méthode aussi, c'est clair pour la CGT : « Le président de la République a annoncé vouloir faire de l'année 2014 une nouvelle phase du dialogue social en engageant les salariés à davantage de participation à la vie des entreprises à travers les IRP [institutions représentatives du personnel], mais aussi par une présence syndicale réelle. On ne peut que s'en féliciter... ».

C'est bien là que tout se noue. Après son refus de signer l'accord sur la formation professionnelle, la CGT est engagée dans un bras de fer sur le financement des organisations syndicales. Un enjeu décisif pour des confédérations au financement mis en difficulté par la remise à plat de la formation professionnelle et les contraintes et contrôles progressivement mis en place autour des comités d'entreprises.

Le Medef a clairement déclaré refuser de s'engager en matière de création d'emplois. Hollande a tout aussi clairement exprimé qu'il n'était pas question de contraindre mais de convaincre les patrons. Notre refus de tout nouveau recul social ne pourra s'imposer que par la mobilisation. La journée d'action du 6 février est présentée par la direction de la CGT comme un premier pas. Chiche !

Robert Pelletier

Oui à l'avortement libre et gratuit !

Le droit à l'IVG, droit fondamental pour les femmes à disposer librement de leurs corps, est remis en question par les réactionnaires de plusieurs pays, notamment dans l'État Espagnol. En France, l'Assemblée nationale a voté ce 21 janvier la suppression de la notion de « situation de détresse » pour une femme voulant demander une IVG.

Elle est remplacée par les termes : « qui ne veut pas poursuivre une grossesse ». Cela conforte le droit à l'IVG pour les femmes, en annulant la demande de « justification » pour avoir recours à l'avortement. La proposition de loi par l'UMP visant au déremboursement de l'IVG a été massivement rejetée.

Mais les réacs de tout poil s'emparent du combat anti-IVG en France. En effet, le débat a été houleux et a rappelé que le droit à l'avortement, même 40 après la loi Veil, est encore un droit précaire et controversé. L'UMP (dont la majorité des députés sont membres de l'Entente parlementaire pour la famille) considère en effet que la suppression de la

notion de « détresse » conduira à une « banalisation de l'avortement ». L'extrême droite a invoqué la « morale » par des élucubrations de Jean-Marie Le Pen et Bruno Gollnisch dignes du code civil de 1810 : « Il faut convaincre les femmes de notre peuple de l'absolue nécessité d'assumer leur fonction de reproduction. »

Des droits à défendre et à étendre

Malgré l'avancée de ce vote, l'accès à l'avortement reste difficile en France faute de moyens financiers, de structures et de médecins le pratiquant. En effet, la clause de conscience qui permet aux médecins de refuser de pratiquer l'IVG est maintenue ; l'IVG reste donc

un acte médical « d'exception » reposant principalement sur des médecins militants. Le délai de 7 jours de « réflexion » après la première consultation est toujours obligatoire (pouvant être réduit à 2 jours en cas d'urgence). Et surtout, la poursuite par le gouvernement actuel du plan d'austérité HPST entraîne un accès de plus en plus réduit à l'avortement. Ainsi, entre 2004 et 2012, c'est près de 130 centres IVG qui ont été fermés en France !

Si la légalité du droit à l'avortement est aujourd'hui difficilement discutable pour les anti-IVG, ils s'attaquent à sa légitimité, en tentant de le restreindre toujours plus. Parler d'« acte banal » en parlant d'avortement sous-entend



Le NPA dans la rue pour le droit à la santé samedi 25 janvier. PHOTO THÈQUE ROUGE / JMB

une ignorance totale sur celui-ci. « La Marche pour la vie », groupe anti-IVG, a manifesté à Paris dimanche 19 janvier pour inciter le gouvernement français à prendre exemple sur l'État espagnol. Ce groupe, qui s'était rallié en 2013 à la Manif pour tous, a rassemblé dans ses rangs plusieurs milliers de personnes derrière des slogans conservateurs et anti-IVG. Cette manifestation a été soutenue

par l'Église catholique, dont le pape a rappelé « l'horreur » que suscite en lui l'avortement et incité les gouvernements à « défendre les familles ». Face à ces attaques et en solidarité avec les femmes espagnoles, une manifestation est organisée le 1^{er} février à Paris et dans plusieurs villes, pour dénoncer les attaques contre le droit à l'IVG en Espagne et dans le monde, ainsi que le

refus du droit des femmes à disposer de leur corps. Elles sont appelées par des organisations féministes, syndicales et politiques. Une manifestation aura lieu le même jour à Madrid. Ainsi que l'a écrit Simone de Beauvoir : « N'oubliez jamais qu'il suffira d'une crise politique, économique ou religieuse pour que les droits des femmes soient remis en question. »

Jessica Ibré

IVG

SYRIE

Parodie de négociations à Genève

La rencontre internationale sur la Syrie dite «Genève 2» a finalement débuté comme prévu le 22 janvier... mais dans quelles affligeantes conditions!

Sur le terrain, les forces de Bachar el-Assad et de ses alliés multiplient les offensives pour imposer un rapport de forces irrévocable. Au moment où se déroule «Genève 2», le régime écrase les villes qui lui échappent sous un déluge de feu, et tue à petit feu les rescapés en empêchant toute aide humanitaire de leur parvenir, en particulier autour de Damas, à Homs, à Alep... Il systématisé les bombardements des civils par barils de TNT depuis des hélicoptères. Il profite pleinement de l'affaiblissement de l'Armée syrienne libre et de l'épuisement des populations qui luttent dans des conditions effroyables depuis bientôt 3 ans, victimes d'une seconde contre-révolution menée par des forces fondamentalistes infiltrées comme l'État islamique en Irak et au Levant (EIL ou «Daesh»). Malgré les appels au secours lancés de la population révoltée à la «communauté internationale», ces milices intégristes ont monopolisé une aide militaire extérieure qui leur est avant tout réservée par l'Arabie saoudite, et utilisent leur force contre les révolutionnaires. Le régime les épargne militairement, tout en les désignant pour réduire l'insurrection à une manœuvre terroriste étrangère.

Une opposition contrainte à être présente

Les comités locaux de coordination de la révolution et l'Armée syrienne libre ont depuis longtemps contesté la crédibilité de ceux qui disent les représenter à l'étranger. Une négociation annoncée à Genève incluant le cœur du pouvoir assassin, le



cercle rapproché d'Assad, a été répudiée par la plupart des révolutionnaires, de toutes sensibilités, sur le terrain. C'est pourquoi il a fallu les pressions les plus fortes, voire les menaces de lâchage complet par les soi-disant «Amis de la Syrie», gouvernements occidentaux et pays du Golfe pour obtenir qu'une délégation de l'opposition syrienne en exil aille à Genève.

Finalement, la Coalition de l'opposition syrienne s'est résignée à se rendre à la conférence pour tenter au moins d'éviter de renforcer la position d'un régime dont elle connaît la capacité à manœuvrer pour gagner du temps sans rien lâcher. Elle n'a obtenu qu'une concession : le rejet d'une présence iranienne dont le soutien militaire au régime a été décisif pour le sauver. Et même si les populations veulent espérer au moins quelques concessions humanitaires immédiates pour améliorer leurs conditions de survie, des parties significatives de l'opposition ont refusé de cautionner des tractations à ce point pipées.

Les grandes puissances juges et parties

Du coup, qui négocie à Genève? Avant tout, les USA et la Russie.

La délégation étatsunienne et plus largement occidentale, dirigée par le secrétaire d'État John Kerry, se pare de la défense des droits de l'homme pour défendre en fait une transition politique gardant le régime sans sa tête, et la sauvegarde des intérêts d'Israël. La délégation russe menée par Sergueï Lavrov, encore plus juge et partie, reprend la plupart des arguments du régime syrien. Les deux grandes puissances ont des intérêts impérialistes divergents, mais comme points communs l'exclusion des armes chimiques pour trancher les rapports de forces, la diminution des «menaces terroristes» d'Al Qaida... et la volonté d'une défaite des révolutions populaires de la région arabe. Il en est de même pour les États voisins de la Syrie, avec quelques contradictions. Quant au gouvernement français représenté par Laurent Fabius, il veut renforcer sa position spécifique auprès des États arabes et une image de premier défenseur de la démocratie. Mais il ne renonce pas une seconde à la fermeture des portes de l'Europe aux réfugiés, et en particulier aux «boat-people» du 21^e siècle, qui se noient par centaines dans la Méditerranée.

Une solidarité plus que jamais nécessaire

Ainsi, après le discours particulièrement fermé et provocateur du représentant du régime syrien Walid Mouallem, le négociateur en chef de l'ONU Lakhdar Brahimi poursuit des pourparlers qui peinent même à obtenir de la dictature l'acheminement d'aides humanitaires d'urgence dans les zones les plus en détresse. La dictature ne s'intéresse qu'à la prise de contrôle totale de ces zones, passant par l'élimination physique des opposants. Au mieux, quelques entrées de camions de vivres totalement insuffisantes comme à Yarmouk la semaine dernière, et éventuellement des échanges de prisonniers pourront être arrachés, pour être présentés comme des victoires tant par Assad que par les grandes puissances. Cela servira à justifier la poursuite indéfinie d'un processus qui exclut les aspirations des peuples à la paix dans la justice, à la liberté et aux droits sociaux. C'est pourquoi la solidarité internationale entre mouvements sociaux et démocratiques est une alternative toujours plus indispensable à la diplomatie des puissants.

Jacques Babel

ÉTAT ESPAGNOL À Burgos, une révolte victorieuse

Le 9 janvier, une mobilisation de grande ampleur a éclaté à Burgos (Castille, au nord de Madrid). Membre du Parti populaire (la droite), le maire a décidé et entamé, bien évidemment sans demander l'avis à la population concernée, la construction d'un boulevard et d'un parking géant et luxueux.

Ces travaux d'un coût de plus de 8 millions d'euros (l'emplacement coûtant 20 000 euros pour ceux souhaitant en acheter un) se situe au milieu du quartier populaire et ouvrier de Gamonal, 60 000 habitantEs touchés de plein fouet par la crise économique et sociale. Ces travaux n'ont aucune utilité sociale ni écologique, et rendraient la circulation et la vie plus difficile (perte d'emplacements gratuits de parking, dégradation des transports en commun) : juste un moyen de faire tourner la pompe à fric du secteur de la construction.

Les responsables des travaux étant de plus connus dans différentes affaires de corruption, il n'en fallait pas plus pour déclencher la colère des habitantEs : assemblées générales en plein air, manifestations (jusqu'à 10 000 personnes), confrontation avec la police. Quatre jours d'affrontements (banques et voitures incendiées par les manifestants), des dizaines d'arrestations, et le début d'un vaste mouvement de solidarité à travers toute l'Espagne avec des manifestations de soutien à Oviedo, Séville, Valladolid, Palencia, Tolède, et jusque devant le siège du PP à Madrid...



Un projet inutile remis dans les cartons...

Le maire a décidé d'abandonner le projet, d'évacuer les engins de chantier, et de remettre en état la route qui avait commencé à être détruite pour les travaux. Une grande victoire pour la population, qui pourrait faire tache d'huile : des luttes similaires sont en cours à Melilla (Maroc Espagnol) et à Séville. Et les habitantEs de Gamonal ont décidé de mettre en place un Conseil de quartier autogéré, pour se donner leur propre représentation et exiger un budget municipal tourné vers les besoins sociaux. Cette révolte se produit dans le contexte terrible de crise que vit l'Espagne : 30% de chômage, 1/3 de la population vivant sous le seuil de pauvreté. Mais aussi un contexte d'effervescence des luttes sociales, où des fronts sont ouverts partout dans le pays : collectifs de défense de la santé, de l'éducation, des services publics ; réveil des nationalismes catalan et basque ; mouvement féministe, en lutte contre le projet de loi de quasi-prohibition de l'avortement. Les mobilisations sont quotidiennes dans toutes les grandes villes, et la combativité des secteurs en lutte commence à marquer quelques victoires partielles : victoire des éboueurs à Madrid, dans les transports à Alicante, blocage par la justice de la privatisation des hôpitaux madrilènes. Même si de réels obstacles existent (manque de coordination, de structuration, poids des appareils syndicaux complètement corrompus, faiblesse de la gauche révolutionnaire), la capacité d'auto-organisation des travailleurEs espagnols est en train de se renforcer. Gamonal est une des étapes sur ce chemin.

Yoann Séguin

CHINE

Les investissements cachés des «princes rouges»

Une fuite massive de documents confidentiels montre l'ampleur des avoirs placés dans des paradis fiscaux par les proches du pouvoir en Chine.

En avril 2013, le Consortium international de journalisme d'investigation (ICIJ) a bénéficié d'une «fuite monumentale» : 2,5 millions de documents sur des opérations menées par deux sociétés de services financiers basées dans le paradis fiscal des îles Vierges britanniques (Caraïbes). De nombreux scandales ont éclaté, notamment en Occident. Ces documents concernent aussi près de 22 000 résidentEs de Chine continentale et de Hong Kong. Il a fallu plusieurs mois à une équipe de journalistes pour identifier ces derniers. Le Monde, associé au ICIJ, a publié à ce sujet un dossier de 12 pages dans les numéros datés du jeudi 23 au samedi 25 janvier. Les résultats de l'enquête sont,

note-t-il, «à couper le souffle», tant l'éventail des secteurs économiques impliqués et l'ampleur des fortunes amassées dépassent les prévisions.

Corruption et blanchiment, c'est le paradis... fiscal!

Au cœur de l'enquête, les «princes rouges», «liés par le sang ou le mariage» aux hauts dirigeants du parti et de l'État, qui ont profité du secret bancaire pour créer des sociétés offshore ou placer leurs biens mal acquis : des proches de l'actuel président Xi Jinping, de son prédécesseur Hu Jintao, des ex-Premiers ministres Wen Jiabao ou Li Peng, mais aussi au moins quinze des plus grosses fortunes du pays, des membres de l'Assemblée nationale, des généraux... Les

paradis fiscaux permettent de créer des entreprises qui échappent au contrôle des autorités, d'opérer dans la plus grande opacité et de blanchir les capitaux, de falsifier le prix des marchandises importées ou exportées... Les dits paradis accueillent aussi le fruit de la corruption et détournement massif d'argent. Le tout restant (pour l'heure) hors de portée de la justice ou des règlements de compte politiques au sein du parti... Les sommes impliquées sont gigantesques. L'enquête du ICIJ éclaire le rôle des institutions financières occidentales dans le fonctionnement du système, avec en très bonne place UBS, la plus grande banque européenne de gestion de fortune, ou le Crédit suisse. Elles favorisent les mouvements occultes ou illicites de capitaux. En retour, les «princes rouges» leur ouvrent les portes du pouvoir politique. En bref, l'élite chinoise se comporte comme n'importe quelle élite bourgeoise! Avant

les réformes économiques initiées à partir des années 1980 par Deng Xiaoping, puis la rétrocession en 1997 de Hong Kong (colonie britannique) à la Chine continentale, cette accession de «fils de» ou de «fille de» (comme Li Xiaolin, fille de Li Peng) au monde des affaires n'aurait pas été possible. Les privilèges d'un haut bureaucrate étaient liés à sa fonction. La fortune d'un bourgeois est privatisable, transmissible à sa famille. La différence est de taille. Tout le monde reconnaît que le capitalisme fleurit en Chine, mais certains croient toujours (à droite comme à gauche) que l'État reste «communiste» (?), puisque le parti garderait le contrôle de la politique économique. L'enquête du ICIJ confirme pourtant à quel point pouvoir et capitalisme entretiennent aujourd'hui des rapports incestueux. Il n'y a décidément plus de muraille de Chine entre un bureaucrate et un bourgeois.

Pierre Rousset

Dieudonné La « quenelle » avariée du faux clown

Dans les années 90, Dieudonné apparaît comme militant antiraciste mais pas seulement : il se revendique tout autant écologiste, pro-palestinien et athée. Il ancre principalement son engagement militant dans la lutte pour la reconnaissance et la mémoire de l'esclavage du peuple noir. Par un étonnant paradoxe, c'est cette quête identitaire aux fortes orientations humanistes, voire révolutionnaires, croisée avec son intérêt pour la lutte du peuple palestinien, qui va le mener à se rapprocher petit à petit de l'extrême droite...

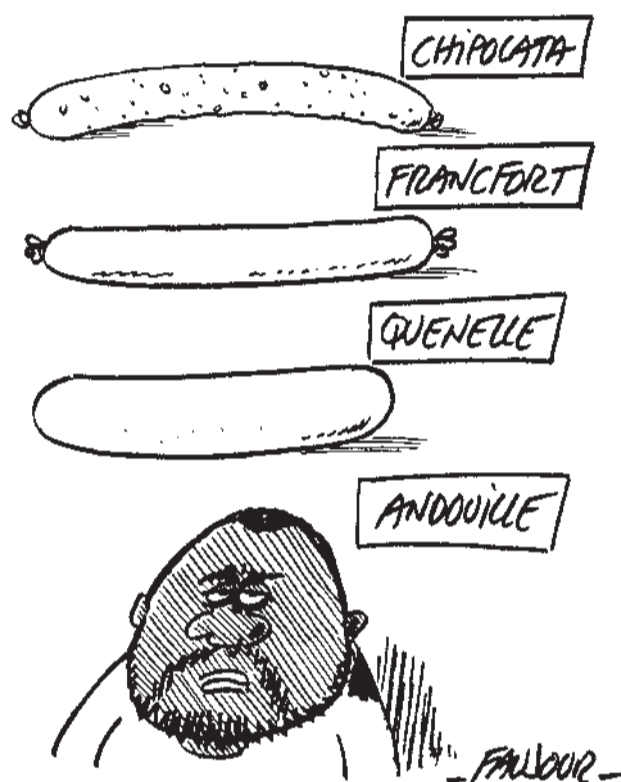
Les différents systèmes d'oppression qui caractérisent notre monde moderne s'enracinent tous dans l'inégalité profonde du système économique, mais ils prennent ensuite les formes les plus diverses. C'est ce qui les rend si difficiles à discerner et à combattre. Mais Dieudonné refuse de se confronter à cette complexité : il dérive rapidement vers un discours simpliste sur l'anti-impérialisme et l'oligarchie financière mondialiste. À l'issue de ce cheminement vers la facilité intellectuelle, son combat se résume à dénoncer un pseudo complot juif international. Longtemps, il cache ce basculement vers les thèses chères à l'extrême droite antisémite sous le déguisement du discours « antisioniste » et, quand il va trop loin, sous le sceau de « l'humour » et de la « liberté d'expression ». L'humour étant l'excuse habituelle de tous les racistes et sexistes (« c'est pour rire »...).

Dieudonné cultive son côté provocateur et affirme son statut d'humoriste pour faire passer la pilule et esquiver tout débat de fond. Mais quand il interviewe très sérieusement Serge Ayoub (alias « Batskin »), le chef des Jeunesses nationalistes révolutionnaires, dissoutes suite à l'assassinat du militant antifasciste Clément Méric, on est en droit de se poser la question : où est l'humour ? Il n'y en a pas : juste une provocation et une affirmation au grand jour de ses affinités politiques ! De même, plusieurs militants d'extrême droite (dont des JNR) assureront la protection du théâtre de la Main-d'or et de Dieudonné.

Quand Valls prétend lutter contre Dieudonné

Si ces derniers temps Dieudonné est revenu au cœur de l'actualité, c'est grâce à Manuel Valls. Dans le cadre d'une politique antiraciste cohérente, on pourrait peut-être se réjouir de ce genre de condamnation publique. Mais ne soyons pas dupes : on se souvient des sorties de Valls à Évry, où, au cours d'une brocante, il lâche négligemment : « Belle image de la ville d'Évry ! Tu me mets quelques blancs, quelques white, quelques blancs ». Pour enfoncer le clou, on pourrait aussi évoquer sa politique comme ministre de l'Intérieur qui réussit l'exploit d'atteindre un niveau d'expulsions de Roms encore plus important que sous Sarkozy... « L'affaire Dieudonné » lui permet juste de se racheter à peu de frais une conscience de gauche ! Jusque-là, aucun homme politique, de droite comme de gauche, ne s'était inquiété des milliers d'euros d'amendes que Dieudonné doit au Trésor public, notamment après une série de condamnations pour propos antisémites ou injures, amendes dont pas un centime n'a

LA CHARCUTERIE EN 4 LEÇONS



été payé. Parmi ses plus récentes condamnations, celles pour avoir comparé les « juifs » à des « négriers » dans une interview au JDD, ou encore pour avoir qualifié la Licra d'« officine israélienne ». La liberté d'expression est un droit précieux pour lequel nous nous sommes toujours battus. C'est d'ailleurs pour cela que nous étions hostiles à la volonté de Valls d'interdire à priori les spectacles de Dieudonné : interdire l'expression d'un individu parce qu'on suppose qu'il va tenir des propos condamnables juridiquement est un précédent très dangereux qui pourrait demain être utilisé contre tous ceux qui critiquent les pouvoirs en place. Mais quand ce type de propos est effectivement tenu, il est juridiquement condamnable. Et non, il ne s'agit pas de répression sur une pauvre victime : le racisme n'est pas une opinion, c'est un délit, il en va de même pour l'antisémitisme.

Signe extérieur d'antisémitisme

Dieudonné est également à l'origine de la fameuse « quenelle », popularisée avec son affiche lors de la campagne de la Liste antisioniste en 2009. Elle est aujourd'hui communément expliquée comme un geste « anti-système », alors qu'il s'agit bien d'une nouvelle version du bras d'honneur qui vise les puissants, les riches et surtout les juifs. C'est bien un geste antisémite¹. Et quand ce geste est exécuté par un homme qui ne perd pas une occasion de déclamer sa haine des juifs et qu'il

est repris par de nombreux cadres, candidats aux municipales et dirigeants du FN (Jean-Marie Le Pen, Bruno Gollnisch, Frédéric Chatillon, Marie d'Herbais), le doute n'est plus permis : Dieudonné se défend aujourd'hui de ses liens avec le FN, il s'agit pourtant bien du seul parti dont les dirigeants et militants reprennent « la quenelle »... Outre des militaires et des policiers, des personnalités comme Anelka ont repris ce geste au nom de son caractère prétendument « anti-système », ce qui n'a fait qu'accroître la popularité de « l'humoriste ». Pourtant, on s'étonne de constater que le

système, d'habitude si prompt à condamner lourdement ceux qui se rebellent (syndicalistes, grévistes...), se montre bien laxiste vis-à-vis de ses pseudo-détricateurs : pas un militaire, pas un policier n'a été condamné pour cette pseudo-rébellion. Quant à Anelka, sa carrière de footballeur outre-Manche, largement rétribuée par son club et ses sponsors, se porte plutôt bien.

Business « anti-système »...

De son côté, Dieudonné n'a pas tardé à déposer auprès de l'INPI (Institut national de la propriété intellectuelle) les marques « quenelle » et « quenelle + », développant ainsi une stratégie merchandising fleurissante via la distribution de produits dérivés sur le web. Le militant « anti-système » se révèle ainsi être un redoutable capitaliste. Sa société de conseil en communication « e-quenelle » affiche en 2012 un chiffre d'affaires de 88 100 euros et sa société de production 1,8 million. C'est à se demander comment les milliers de militants qui luttent chaque jour contre les injustices de ce système se sont débrouillés pour ne pas tous finir milliardaires... Comment cet homme, multimillionnaire et plein de haine raciale, peut-il encore se prétendre le porte-voix des opprimés ? Vouloir soi-disant se venger d'une oppression raciste en s'en prenant à une autre minorité, c'est une recette vieille comme l'extrême droite. Ce n'est pas lutter contre le système, c'est faire le jeu de ceux qui veulent diviser notre camp social, ceux-là même qui sont responsables des oppressions subies par ces jeunes de classes populaires qui acclament le pseudo-humoriste qu'est Dieudonné.

1 - <http://www.tantquillefaudra.org/revue-du-web/article/quelle-ideologie-se-cache-derriere>

Pour prolonger ce dossier :



Consultez le site de la commission nationale antifasciste du NPA : www.tantquillefaudra.org



Lisez le livre *la galaxie Dieudonné, pour en finir avec les impostures* de Michel Briganti, André Déchet et Jean-Paul Gautier, éditions Syllepse, 2011, 10 euros.

Pathétique

fac

En dans

Dieudonné entretient des liens suivis avec la dizaine d'années. Ces liens furent d'abord p et du prétendu humour, mais ce stade est d

Suite à ses premiers propos choquants sur la Shoah, notamment sa déclaration prononcée en février 2005 à Alger sur la « pomographie mémorielle » autour du 60^e anniversaire de la fin de la Shoah, Dieudonné reçoit d'abord le « soutien » de l'entourage de Bruno Gollnisch. Ce dernier avait fortement relativisé l'existence des chambres à gaz, lors d'une conférence de presse à Lyon quelques mois plus tôt le 11 octobre 2004, ce qui lui avait valu d'être exclu de l'université Lyon-III. Aussi, quand cette sortie de Dieudonné a provoqué critiques et condamnations politiques, « l'humoriste » a reçu le soutien de l'entourage de Gollnisch, au nom d'une solidarité entre « persécutés »...

Hugues Petit, conseiller régional FN en Rhône-Alpes et président du « comité de soutien » à Gollnisch, déclara ainsi : « Je soutiendrai sans réserve Dieudonné s'il est poursuivi au nom de la loi Gayssot pour ses derniers propos. »

Le FN en soutien...

En 2006, les choses s'accélérent. Du 27 au 31 août, Dieudonné voyage à Beyrouth avec le « rouge-brun » Alain Soral, l'idéologue complotiste Thierry Meyssan et un journaliste de *Minute*, Lionel Humbert. L'hebdomadaire d'extrême droite daté du 13 septembre 2006 est donc le seul journal français à rendre compte du voyage organisé par Frédéric Chatillon, un ancien du Gud proche du



que duo ho...

Dossier réalisé par la commission nationale antifasciste du NPA

trée en matière le nauséabond

extrême droite organisée depuis une
présentés sous l'angle de la « provocation »
dépassé depuis longtemps...

régime syrien. Le 11 novembre suivant, Dieudonné se rend à la « Convention présidentielle » de Jean-Marie Le Pen au Bourget. Le 18 décembre, une brochette de représentants du FN, Bruno Gollnisch, Jany Le Pen (épouse de Jean-Marie), Éric Iorio (ex-mari de Marine Le Pen) et Jean-Michel Dubois, assistent à un spectacle de Dieudonné au Zénith de Paris. On y croise aussi Soral et Meyssan. Deux ans plus tard, le 26 décembre 2008, rebelote ! Sauf que Dieudonné innove : le spectacle se déroule à nouveau au Zénith de Paris, mais cette fois-ci, devant 5 000 personnes, il fait monter le négationniste Robert Faurisson sur scène, Jean-Marie Le Pen assistant en personne à la représentation.

Quelques mois avant, le 11 juillet, ce dernier était devenu le parrain de Plume, la dernière fille de Dieudonné... En 2009, Dieudonné et Soral présentent leur propre liste (soi-disant « antisioniste ») aux élections européennes, sans le FN qui présente sa propre liste. Mais lors du dépôt du dossier de candidature au ministère de l'Intérieur le 13 mai, ça coïncide : la police immobilise le bus de Dieudonné sur les Champs-Élysées. Qui appelle-t-il pour prendre conseil ? Jean-Marie Le Pen ! Ce dernier sera d'ailleurs applaudi par l'assistance lors de la soirée électorale de la « Liste antisioniste » lorsque sa tête apparaît sur les écrans télévisés. Alain Soral prétendra même que Jean-Marie Le Pen a voté pour sa liste...

Soral L'imposture intellectuelle d'un Hercule de foire

C'est en 2004 que Dieudonné va faire la connaissance d'Alain Soral. Ils deviendront rapidement amis et politiquement proches, notamment sur la question de « l'antisionisme » et du « lobby juif ». On en apprend beaucoup d'un homme au travers de ses amitiés. Penchons-nous donc sur celles de Dieudonné : qui est Alain Soral, cet ami fidèle qu'il fréquente depuis une dizaine d'années et avec qui il s'est lancé dans la politique ?

Cette amitié a amené Dieudonné en 2004 à rompre tout lien avec l'association de lutte pour la paix au Proche-Orient EuroPalestine. Dans un communiqué de presse, l'association expliquait avoir refusé de faire liste commune aux élections avec l'humoriste, déplorant le fait que celui-ci s'affiche avec des éléments antisémites et négationnistes¹. Soral et Dieudonné feront campagne commune aux élections européennes de 2009 sur une « Liste antisioniste » composée de personnes issues d'horizons les plus divers, dont Yahia Gouasmi, un cadre régional du FNJ, des nationaux-catholiques antimusulmans et des complotistes divers... Lors de la présentation de la liste, l'une des colistières déclara même sa fierté d'être « sur cette liste antisémite »². Lapsus, quand tu nous tiens...

Le temps des premières impostures

Alain Soral commence sa « formation politique » en traînant dans les milieux intellectuels parisiens alors qu'il est étudiant aux Beaux-Arts. En 1990, il découvre les écrits de Michel Clouscard qui l'amèneront à se définir comme « marxiste ». Dans le même temps, il fait sien la critique féroce de Clouscard sur Mai 68 et en développe une haine viscérale pour tous les mouvements d'extrême gauche issus de cette période. De 1990 à 1993, Alain Soral affirme avoir été militant au PCF. Étrange coïncidence : personne ne se souvient de son passage. Selon Jean-Paul Gautier et les coauteurs de la *Galaxie Dieudonné*, Soral déclare « avoir animé pendant cette période, aux côtés de Marc Cohen, le Collectif communiste des travailleurs des médias (dit aussi « cellule Ramón-Mercader »), faisant paraître le bulletin *La Lettre écarlate* ». Première imposture, car « en réalité, ce collectif était dirigé par Henri Malberg, membre du comité central du PCF. Lors de nos investigations, nous n'avons trouvé aucun document qui laisserait entrevoir qu'Alain Soral aurait joué le rôle qu'il cherche à s'attribuer. » Pourtant, aujourd'hui encore, c'est ce supposé passage au PCF qui constitue le faire-valoir de gauche de Soral, le blanc-seing grâce auquel il fait passer ses idées réactionnaires et racistes pour des positions « anti-système » !

Du FN à sa petite entreprise

C'est en 2005 que le masque se fissure : Soral adhère au FN, d'abord de manière un peu officieuse, puis comme militant « intellectuel » proche de Jean-Marie Le Pen. Il deviendra par la suite un dissident du parti. Par opposition aux idées nauséabondes de l'extrême droite ? Non : par ego, le FN lui ayant refusé la tête de liste en Île-de-France pour les européennes de 2009. Il entre par ailleurs en conflit avec

Marine Le Pen, laquelle a entrepris de soigner l'apparence de respectabilité politique de son parti en faisant le ménage des éléments les plus radicaux (entendez par là ouvertement racistes, homophobes et antisémites). À ce moment-là, Jean-Marie Le Pen lui-même, bien connu pour ses côtés modérés, trouve le petit Alain un peu « excessif »³, c'est dire ! En 2009, Soral quitte donc le FN et publiera à cette occasion un texte « antimariniste » sous le titre : « *Marine m'a tué !* »... Quelques mois auparavant, en 2007, Soral avait créé son propre groupe : Égalité et Réconciliation. Il le définit comme « la gauche du travail et la droite des valeurs, pour une reconstruction nationale ». Pour bien marquer le véritable ancrage politique de l'organisation, c'est Jean-Marie Le Pen qui, présent à la première université d'été du groupe, en prononcera le discours de clôture. En 2011, Soral publie son œuvre phare, qui constitue peu ou prou les fondements idéologiques d'Égalité et Réconciliation : *Comprendre l'empire : demain la gouvernance globale ou la révolte des nations ?* La construc-

et il existe de nombreux courants marxistes qui débattent et font vivre l'extrême gauche. Mais ces courants ont pour la plupart en commun une critique profonde du système : l'inégalité économique inhérente au capitalisme ; le fait qu'une minorité, la bourgeoisie et son personnel, possède l'écrasante majorité de la richesse mondiale et des moyens de production quand tous les autres, la majorité de la population, n'ont d'autre choix que de vendre leur force de travail pour survivre. Une inégalité fondamentale qui est à la source de toutes les oppressions que vivent les peuples.

Soral, lui, se réinscrit dans la lignée du fascisme mussolinien. Selon lui, prolétaires et patrons sont victimes au même niveau du système capitaliste. Il appelle donc de ses vœux à l'union des classes populaires et de la bourgeoisie nationale : une rengaine connue, c'était déjà là le vœu, entre autres, du parti national-socialiste allemand ! Une question demeure, à laquelle Soral ne daigne pas répondre : comment un système économique peut-il perdurer si longtemps si personne

lui-même un brillant commerçant. « Alain Soral détient en effet 80% des parts d'une société (SARL Culture pour tous) qui se subdivise en quatre sites distincts de vente en ligne. Et avec 640 000 euros de chiffre d'affaires l'an passé, on est loin de la charte d'E&R qui justifie « l'idéologie du monde marchand »⁵. Il semble que la critique politique de Soral soit sans pitié pour les autres, mais s'arrête là où commence sa propre « vie privée »...

« Soral se situe en fait à la rencontre des frères Strasser en Allemagne et de Mussolini en Italie. Il se place sur son terrain de prédilection et sa spécialité, le double discours : marxiste et traditionaliste. C'est ainsi qu'il présente son livre *Comprendre l'Empire* : "Cet essai pédagogique récapitule le parcours complet allant de la tradition au marxisme et du marxisme à la tradition qui seul permet la mise à jour du processus de domination oligarchique engagé depuis plus de deux siècles en Occident". Nationaliste avant tout. Pour paraphraser Clemenceau, on peut dire que Soral est au marxisme ce que la musique militaire est à la grande musique »⁶.

FAUT-IL INTERDIRE LES SPECTACLES DE DIEUDONNÉ ?



tion d'Égalité et Réconciliation n'est pas basée sur la formation et l'émancipation intellectuelle de ses militants, mais bien sous « hégémonie intellectuelle » d'Alain Soral, les militants le définissant eux-mêmes comme leur « maître à penser ». Aujourd'hui, c'est une coquille vide regroupant peu de personnes, ce groupe servant de vivier de recrutement, en particulier au FN⁴.

Aux sources du fascisme

Officiellement, Soral et les membres d'Égalité et Réconciliation se défendent d'être dans une organisation d'extrême droite et se définissent toujours comme « marxistes ». Le marxisme n'est pas un label : nul n'en est propriétaire,

n'en profite ? Si tous y perdent ? Peu importe les absurdités de sa théorie, Soral estime qu'il est temps de dépasser le concept de lutte des classes pour restaurer les « solidarités nationales ». Sous couvert de discours marxiste, la « pensée soraliennne » met donc fin à la lutte des classes et ne cherche plus qu'à rendre acceptable les idées nationalistes en direction des classes populaires.

Imposteur et affairiste

Comme pour son ami Dieudonné, c'est encore en se penchant sur les moyens de subsistance de Soral que l'on comprend le mieux toute l'imposture de son discours : celui qui a bâti sa notoriété sur la critique du système marchand s'avère être

1 - http://www.europalestine.com/article.php3?id_article=1410
2 - <http://www.lepoint.fr/actualites-politique/2009-05-09/dieudonne-devoile-sa-liste-antisioniste/917/0/341935>
3 - « Et puis, il a un fichu caractère. Moi, il ne m'a jamais manqué de respect, mais dès que quelqu'un n'était pas d'accord avec lui, il l'insultait : « juif ! pédé ! ». Ce n'était plus possible. » <http://lahorde.samizdat.net/2013/07/09/alain-soral-un-poseur-un-imposteur>
4 - <http://rue89.nouvelobs.com/2012/05/09/egalite-reconciliation-enquete-sur-un-vivier-du-fn-232023>
5 - <http://blogs.rue89.nouvelobs.com/no-wine-is-innocent/2013/11/19/alain-soral-se-lance-dans-le-business-de-quelques-viticoles-231700>
6 - <http://www.tantquillefaudra.org/actu/article/alain-soral-pif-gadget>

TARIFICATION À L'ACTIVITÉ

Du poison pour l'hôpital public

Les effets de la « T2A » sur la pratique médicale... Dès lors que l'enveloppe reçue par les hôpitaux se décide en fonction de l'activité de l'établissement, l'administration va forcément faire pression sur les médecins en vue de faire augmenter l'activité et surtout optimiser en termes de « points » cette activité.

On en arrive à une situation absurde qui pousse à la dépense, puisque plus un patient « coûte » cher, plus l'hôpital touchera l'année suivante. C'est la « valorisation des soins ». Ainsi, la production d'actes ne cesse d'augmenter (alors que les effectifs diminuent, forcément au détriment de la qualité des soins!) et les décisions thérapeutiques sont influencées par une perpétuelle menace budgétaire. Lors des Commissions médicales d'établissement (instances regroupant des médecins élus consultés sur les décisions touchant à l'organisation de l'hôpital), la présentation de l'activité, service par service, occupe désormais une place prépondérante. On y distribue les « bons » et les « mauvais » points en fonction de l'activité et de la durée moyenne de séjour (DMS, le nombre moyen de jours d'hospitalisation rapporté à une pathologie donnée, au plan national). Une DMS est donc un nombre « optimal » de jours d'hospitalisation : plus on s'en éloigne, plus on perd des points. Ainsi, le nombre de jours d'hospitalisation optimal pour une appendicite simple est de 4,75. Pour un accouchement classique, c'est 2 jours...

Le ver est dans le fruit...

Autant la présence de comorbidités (présence d'un ou de plusieurs troubles associés) est un moyen de « valoriser » l'activité et de faire grimper la DMS, autant la dimension sociale (par exemple la précarité) ne compte pas comme une comorbidité susceptible d'influencer la DMS. On ne devrait donc pas garder hospitalisé un patient plus longtemps pour un motif social. Dans le domaine des soins palliatifs (où le plus souvent la sortie d'hospitalisation correspond au décès du patient), la DMS de base est de 14 jours. Il n'est pas très « rentable » de prendre le temps de mourir...

La pratique médicale s'adapte aux contingences budgétaires.



Nous sommes loin de la doctrine qui prônait « le meilleur soin au meilleur coût », loin de l'approche clinique, tant valorisée par nos aînés et du temps passé (perdu) à l'interrogatoire des patients. Désormais, on pousse à la prescription d'exams complémentaires plus coûteux mais plus rémunérateurs pour les établissements, ce qui va finir par ruiner notre système de service public de la santé au profit du privé, cela avec la bénédiction de l'Agence régionale de santé.

JL

CGT Le coût du capital ?

Les politiques d'austérité, la multiplication des plans sociaux et l'offensive tous azimuts en faveur de la diminution du coût du travail en France ont poussé la CGT à mettre en avant le « coût du capital ».

L'objectif est de riposter à la propagande gouvernementale et patronale et de lancer un grand débat national visant à privilégier le travail, la protection sociale aux dépens de la rémunération des actionnaires. Les enjeux de ce débat s'inspirent d'une étude universitaire du laboratoire d'économie de l'université de Lille 1 sur le coût du capital qui ambitionne notamment de « donner une idée claire sur le plan théorique [du] surcoût du capital ». L'étude suggère en effet de distinguer théoriquement le coût économique du capital dédié au remplacement du capital fixe usé ou déprécié ou à l'investissement en biens de production nouveaux, et le coût financier généré par la distribution des intérêts et des dividendes aux prêteurs et aux actionnaires. Ce coût financier à son tour se diviserait en un « coût légitime », en raison du risque de faillite encouru par le prêteur d'argent, et en un « surcoût » dépourvu de toute justification économique, lequel n'aurait cessé d'augmenter ces trente dernières années.

Une conversion idéologique fatale

Il y aurait donc une rémunération légitime du capital et une rémunération illégitime sur laquelle devrait porter la contestation des travailleurs. Plus que sur le profit globalement et l'impact de la recherche du profit sur l'orientation générale de l'économie, la contestation se focaliserait donc sur le seul « mauvais » profit. Les auteurs de cette étude semblent ignorer que l'achat et la vente d'actions sur les marchés boursiers prémunit l'actionnaire de tout risque de faillite de l'entreprise. De plus, rien ne lie l'actionnaire à l'entreprise dont il détient des titres, sinon le droit à une fraction déterminée du profit dégagé par cette entreprise. Le profit ne rémunère que le droit de propriété de l'actionnaire. Cette distinction fautive entre coût et surcoût implique une définition du capital comme facteur de production complémentaire au facteur travail, source d'un revenu propre distinct des salaires. La CGT opère là une conversion idéologique fatale en se prévalant de la théorie économique néo-classique. Entre les profits bruts et les salaires, il existe une



PHOTOTHÈQUE ROUGE / MILO

différence de nature et de fonction : si les salaires représentent à la fois du capital investi en main-d'œuvre et le revenu des travailleurs, les profits de leur côté ne représentent que de la valeur produite par le facteur travail appropriée par les différentes factions de la classe capitaliste. Seule la valeur de l'amortissement du capital fixe, comptabilisée à tort dans les profits bruts, se reconvertit a priori en moyens de production.

C'est le profit qu'il faut contester

Sans doute la direction de la CGT voit-elle dans cette conception du capital et de son coût un argument dans la lutte pour la répartition du revenu global et la dénonciation des dividendes. Mais en réclamant un indice du coût du capital pour l'élaboration des politiques publiques, la CGT offre au patronat l'occasion de justifier théoriquement, techniquement, l'appropriation de la totalité de l'excédent produit par les travailleurs au-delà de la

reproduction de leurs salaires, dans un contexte où sont révisées constamment à la baisse les conditions de la vente de la force de travail. À travers la dénonciation du surcoût du capital, la CGT blâme les revenus disproportionnés que les actionnaires réclament sous peine de sanctions du marché, alors que leurs exigences ne font qu'exprimer les conditions nouvelles de la concurrence internationale des entreprises. L'investisseur institutionnel ne tient son aplomb éhonté de rien d'autre que de la lutte acharnée des firmes mondialisées pour la compétitivité et la conquête des marchés.

Ce n'est pas le surcoût du capital mais le profit lui-même, comme catégorie économique et comme forme de revenu, qui doit être contesté. « Remettre l'humain au centre de l'économie » suppose avant tout de mettre le travailleur lui-même au centre des décisions relatives aux investissements productifs de la société.

Julien Lumière

TRAVAIL DOMINICAL ET NOCTURNE

Extension du domaine de la lutte

C'est fait ! Les fédérations du commerce CGT, FO, SUD et UNSA ont saisi le Conseil d'État suite au décret scélérat autorisant l'ouverture dominicale des magasins de bricolage. Elles comptent bien faire suspendre ce dernier après l'audience prévue le 6 février.

Dans le même temps, l'accord de branche sur les contreparties liées au travail dominical a, lui, été signé par la CFDT, la CFTC et la CGC... Nonobstant le fait qu'il reprend, pour l'essentiel, les dispositions qui existaient déjà dans les enseignes concernées, il n'en demeure pas moins qu'il découle d'une situation illégale. C'est ce que vient de confirmer la récente condamnation par la Cour de

cassation de Bricorama à verser de lourdes astreintes à FO, pour l'ouverture dominicale illicite de plusieurs de ses magasins franciliens.

Se rassembler, mobiliser

Pour autant, la ligne de démarcation syndicale n'est pas figée. Ainsi, en Seine-et-Marne, le plus grand magasin Carrefour de France est attiré en justice pour non-respect de la législation relative au travail de nuit

par la CFDT et l'UNSA, et le Printemps Haussmann l'est, lui, par les syndicats CFDT et CGT de l'entreprise.

Ces procédures ne manqueront pas d'être impactées par la décision d'ici avril prochain du Conseil constitutionnel, saisi par le parfumeur Sephora suite à la fermeture nocturne de son magasin des Champs-Élysées. Au-delà du succès ou pas de ces actions juridiques d'ampleur, les syndicats du secteur, qui ne

compte que 2% de syndiqués, ont tout intérêt à se rassembler pour initier, y compris sur le plan interprofessionnel, des mobilisations dans les entreprises comme localement. La campagne des municipales est aussi l'occasion de rappeler que nos dimanches, qui peuvent faire l'objet de dérogations de la part des maires et des préfets, et nos nuits, ne sont pas à vendre !

LD

ÉCOSOCIALISME

Des alternatives dans le lieu du crime !

À l'initiative du groupe écosocialiste de l'organisation suisse SolidaritéS, l'association « Alternatives face aux défis écologiques » a organisé des rencontres européennes, du 24 au 26 janvier, à Genève. Avec plus de 140 inscrites se réclamant de l'écosocialisme, mais aussi de la décroissance ou de l'écologie libertaire, ces premières rencontres ont été un succès.

Le ton était donné dès la conférence d'ouverture le vendredi soir avec Michael Löwy, Daniel Tanuro et Mari Carmen Garcia Bueno, un ton radicalement anticapitaliste, féministe et internationaliste. Le week-end s'est partagé entre des travaux en ateliers, des plénières, des temps de

convivialité et même une visite guidée de la Genève des multinationales.

Écologie, anticapitalisme et féminisme

L'intervention « l'écoféminisme, une alternative pour la société » de Yayo Herrero, a passionné et interpellé de

PSA **Cash is king!**

Dans le secret du conseil de surveillance, en fait un conseil de famille Peugeot au sens strict du terme, PSA semble avoir accepté une solution négociée pendant des mois. L'État français et Dongfeng devraient participer au renflouement de PSA en apportant à eux deux 1,6 milliard d'euros. Ce rapprochement entre les deuxièmes constructeurs automobiles chinois et européen est un moment important de la restructuration de l'industrie automobile mondialisée.

L'argent apporté par le gouvernement français, la famille Peugeot en dispose avec ses investissements répartis dans un millier de filiales, et dans ses coffres-forts en Suisse où au moins 2,5 milliards d'euros sont planqués. L'ouverture des livres de compte, de tous les livres de compte, de la famille Peugeot est indispensable. Pour que la famille Peugeot paye, il aurait fallu la contraindre et empiéter sur la toute-puissance du capital. Pour cela, il ne faut pas compter sur Hollande ou Moscovici, copains de Gattaz et de la famille Peugeot! Perdant le contrôle de PSA, la famille Peugeot est toujours actionnaire. C'est coup double pour elle : elle se défait de ses responsabilités chez PSA pour investir et spéculer ailleurs. Restant actionnaire, elle touchera les dividendes des restructurations si celles-ci s'avèrent rentables. La famille Peugeot voudrait suivre le chemin des De Wendel et autres Sellières qui ont construit, financés par l'État, leur fortune d'aujourd'hui sur les ruines de la sidérurgie.

Nouveaux actionnaires, vieilles recettes

L'État français et l'entreprise chinoise Dongfeng, les nouveaux actionnaires, sont là pour que PSA renoue avec les bénéfices et mondialise son activité. Les investissements de PSA dans le monde vont s'amplifier. Déjà, PSA annonce la construction de six usines en Chine, là où les firmes automobiles mondiales font le plus de profits. Cela va entraîner la poursuite d'une politique qui a déjà abouti à la fermeture d'Aulnay et la suppression de plus de 10 000 postes de travail. Comme ces mesures n'ont pas suffi à redonner la rentabilité financière espérée par les actionnaires, de nouvelles attaques se préparent. Déjà, un nouveau plan de suppression de 1 450 postes de travail a été présenté au comité central d'entreprise de PSA. Cela ne coûtera rien au contribuable déclare le gouvernement. Mensonge car l'argent public ne tombe pas du ciel. Cela veut dire que le gouvernement sait, quand il le juge nécessaire, trouver de l'argent. Pour aider la famille Peugeot, mais pas pour les services publics ou la santé! Le gouvernement français se retrouve actionnaire de Renault et de PSA. Chez Renault, il a laissé faire Carlos Ghosn. Chez PSA, il va aussi se faire le champion de la compétitivité. Il y en a marre de la fausse concurrence entre capitalistes sur

notre dos. Pour l'emploi, un véritable contrôle public sur l'industrie automobile, exercé par les salariéEs et toute la population, est nécessaire et possible. Réquisition et expropriation des familles de rentiers!

Le futur numéro 1 de PSA, Carlos Tavares, était jusqu'à l'été 2013, numéro 2 de Renault. Alors que ces nouveaux mercenaires passent avec bagages et documents chez le faux concurrent, ils osent parler confidentialité et intérêts d'entreprise. Lors de sa première rencontre avec les syndicats, Tavares a déclaré : « *Cash is king* ». « *Le fric est le roi* »... Dans l'automobile, ils sont les rois du cynisme.

Jean-Claude Vessilier



Carlos Tavares prêt pour la course aux profits. DR

MCDONALD'S **Big mac big fraude**

Selon les services de Bercy, depuis 2009, plus de 2,2 milliards d'euros ont été transférés directement au Luxembourg et en Suisse sans que McDonald's France n'ait payé sur cette somme ni la TVA ni l'impôt sur les bénéfices...

C'est ce qu'on appelle un « schéma d'optimisation fiscale », un des 400 montages de ce type qu'en 2013 la commission du Sénat avait déjà répertoriés... et qu'on pourrait appeler tout simplement du vol. Comment ça marche? En France (le second marché le plus rentable pour McDonald's, juste après les États-Unis), 80% de leurs 1 285 restaurants sont des franchises qui reversent à McDonald's une commission d'environ 20% de leur chiffre d'affaires. En 2009, la maison mère de McDonald's aux États-Unis ouvre une société « McD Franchising Europe » au Luxembourg et une succursale en Suisse pour recevoir les commissions.

Ainsi cette société luxembourgeoise (avec seulement 13 salariés!) « produit », pour la seule année 2012, un chiffre d'affaires de plus d'un milliard d'euros! Sur les bénéfices, elle paie des impôts au taux de 1,85% au lieu des 33% actuellement en vigueur en France (18 fois moins!). Résultat : chaque année, ce sont entre 330 et 650 millions d'euros qui échapperaient ainsi au fisc français.

Fraudeurs en série

Depuis un an nous assistons à une série de révélations similaires concernant l'évasion fiscale chez Starbucks, Amazon, Google et Microsoft. Mais la fraude est encore plus profonde.

Pour la France seule, elle est estimée à au moins 50 milliards d'euros par an, environ l'équivalent du budget de l'Éducation nationale, et pour l'Europe, à mille milliards.

Pour mettre fin à ce scandale comment faire confiance à un gouvernement qui s'aplatit devant le patronat? Regardons plutôt vers les résistances d'en bas et pour cela, quelle meilleure inspiration que le mouvement de grève historique dans les fast foods aux USA l'année dernière? Et si c'était un avant-goût (plutôt bon!) de ce que l'ensemble des salariéEs pourraient réserver aux rapaces de McDo et compagnie?

Ross Harrold

DÉLINQUANCE

Faire parler les chiffres...

« L'Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales » vient de publier les chiffres de la délinquance pour l'année 2013. Abondamment commentés à gauche comme à droite...

Les vols sans violence (vols à la tire, vols de voitures, vols de vélos) ont augmenté de 4% et les cambriolages de 6,4% en zone de police, ainsi que les interpellations pour trafic de stupéfiants (+ 9,8%). À l'inverse, les vols avec violences ont diminué, notamment dans les bijouteries (- 31,5%).

De quels délits nous parlent ces statistiques? Essentiellement des délits mineurs même s'ils sont, à juste titre, vécus très difficilement par les victimes. Une fois de plus, la délinquance en col blanc est par exemple passée sous silence...

Gauche de droite

Comme les précédents gouvernements de droite, ce gouvernement socialiste, Valls en tête, explique cette tendance à l'augmentation des vols et des cambriolages par l'excellent travail réalisé par la police et la gendarmerie : ce serait la meilleure prise en compte des plaintes qui ferait augmenter les statistiques... En réalité cette tendance permanente à l'augmentation des petits délits signe l'échec de leurs politiques. Ni les caméras, ni les opérations coups de poing, ni les déclarations tonitruantes dans le délire sécuritaire ne résolvent les problèmes. Au contraire. Car pour la plupart, ces infractions sont l'expression de colères et d'envies créées par une société de plus en plus inégalitaire et injuste.

Autre explication identique à gauche et à droite, l'augmentation des délits serait le fait des étrangers, et Manuel Valls d'en appeler à Europol, la police de l'Union européenne, pour trouver des solutions contre les « groupes criminels de l'Est »... En rajouter dans la discrimination et le climat xénophobe n'a jamais effrayé aucun ministre de l'Intérieur!

Dans une période où les sondages donnent le Front national en tête des élections européennes devant l'UMP et le PS, ce discours est particulièrement criminel!

Roseline Vachetta

nombreux participantEs. Loin de tout essentialisme d'une prétendue « nature des femmes », l'écoféminisme anticapitaliste propose une compréhension du système comme un iceberg. Le marché en serait la partie visible, mais il repose sur la masse du travail invisible assigné aux femmes dans la sphère privée et le pillage destructeur de l'environnement. L'écoféminisme permet de repenser la conception de la richesse et les priorités, de souder écologie, anticapitalisme et féminisme, et de rendre enfin justice au rôle fondamental des femmes dans les luttes et à celui des luttes des femmes. La soirée de solidarité avec les journaliers agricoles d'Andalousie avec Mari Carmen Garcia Bueno du syndicat andalou des travailleurs (SAT-SOC) et de Via Campesina, et Juan Manuel Sanchez Gordillo, maire de Marinaleda, a été un autre temps fort. Ce dernier est condamné à 7 mois d'emprisonnement ferme pour l'occupation de las Turquillas, une terre de 1200 ha

appartenant à l'armée qui n'en utilise que 20 ha. Tous deux sont revenus sur douze années de combat pour la terre, pour la souveraineté alimentaire et pour la réforme agraire. Un combat pour redonner travail, nourriture et perspectives de vie dans une Andalousie qui subit un chômage massif. Un combat contre les gouvernements à genoux devant la troïka.

Préparer les luttes de 2015 sur le climat

Trois séances de chacune trois ateliers simultanés ont permis d'échanger, de confronter et d'approfondir la réflexion commune sur des réponses à la fois sociales et écologiques : la transition énergétique, l'agriculture et l'alimentation, l'aménagement du territoire, que produire et comment, mais aussi les dimensions culturelle et démocratique articulant planification écologique, autogestion, les liens aux luttes du Sud et à la dette écologique, le rôle

des syndicats dans une perspective écosocialiste, et la place des alternatives et expérimentations concrètes.

La rencontre a aussi été l'occasion de faire le point sur les luttes en Europe. L'analyse des conditions de préparation de la Conférence climat (COP21) qui se tiendra à Paris fin 2015, montre la nécessité et l'urgence de s'atteler à la construction d'un cadre de mobilisation le plus large pour la justice climatique maintenant.

Enfin, la rencontre s'est terminée sur l'engagement de continuer à travailler ensemble sur différents thèmes – lutte contre les gaz de schiste, précarité et pauvreté énergétique, articulation lutte pour l'emploi et transition écologique... –, et de tenir une nouvelle rencontre début 2015 qui sera une étape importante dans la préparation d'un pôle radical pour les mobilisations de la fin de l'année. Un succès stimulant, encourageant et prometteur.

Christine Poupin





Les comités en action !

Saint-Malo (35) Un meeting franchement à gauche... franchement réussi !

Dans une ville d'où les couches populaires et moyennes ont été peu à peu chassées par la spéculation immobilière et la régression des activités maritimes, réunir plus de 500 personnes autour du projet d'une liste municipale de la gauche radicale relevait d'un véritable défi.



Notre liste unitaire PG – NPA – PCF a relevé ce challenge et réussi ce pari. Malgré les embûches jetées par le maire sortant pour barrer cette initiative en refusant la mise à disposition d'une salle municipale, nous sommes parvenus avec le soutien de nombreux donateurs à assumer l'effort financier considérable que constitue la location très onéreuse du Palais du Grand Large. À l'occasion de ce meeting jeudi 23 janvier réunissant notamment Jean-Luc Mélenchon et notre camarade Philippe Poutou, les MalouinEs ont découvert une alliance originale de trois courants politiques. Cette liste est dans la continuité de nos précédents combats (mobilisation contre le Traité constitutionnel de 2005, municipales de 2008...). Le succès de ce meeting confirme l'existence et la progression dans le pays malouin d'un pôle de résistance aux politiques libérales et d'austérité, une opposition de gauche au gouvernement actuel. Saluons la qualité des prestations des orateurs nationaux qui avaient fait le voyage, en particulier Philippe Poutou qui a parlé de la nécessaire convergence des luttes ouvrières et populaire, ainsi que l'intervention rafraîchissante de notre jeune camarade Valentine, n°2 de la liste, sur les problématiques féministes et jeunes. Une très belle soirée politique qui donne la « pêche » aux militantEs et sympathisantEs qui « osent franchement à gauche ! » Une soirée porteuse d'espoir pour ces dizaines de MalouinEs, rencontrés à porte à porte et dans les quartiers, désillusionnés mais révoltés par les sales coups de ce gouvernement.

Pantin (93) Faire entendre une voix anticapitaliste aux municipales.

Malgré le recouvrement systématique de nos affiches et une intimidation pour l'utilisation de la salle municipale, 35 personnes ont assisté mercredi 22 janvier à la réunion publique autour de nos camarades Simon Picou, tête de liste, et Olivier Besancenot.



Simon a dénoncé la politique du maire socialiste Bertrand Kern, notamment la réalisation de logements chers, reléguant toujours plus loin les populations précarisées. Olivier Besancenot a noté que la première manif de l'année a été en faveur de l'interdiction de l'IVG, à l'instar de l'Espagne, symptôme de la progression de l'extrême droite. Il a défendu l'unité des travailleurs autour des mobilisations, Goodyear ou Schneider Electric. Il a dénoncé la politique de ce gouvernement qui s'apprête à porter atteinte à nos acquis sociaux, baptisant « charges sociales » les cotisations familiales... Les discussions se sont poursuivies activement autour d'un pot.

Le n°51 de
L'Anticapitaliste
la revue
est disponible



Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4 euros à l'ordre de NSPAC à :

L'Anticapitaliste,
2, rue Richard-Lenoir, 93108
Montreuil cedex.

Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 12.

La brochure
Élections municipales
2014, des listes
anticapitalistes
est disponible



Vous pouvez vous la procurer :

– Auprès des militantEs du NPA et à la **librairie La Brèche** à Paris au prix de deux euros.

– Par correspondance pour trois euros (port compris) à :
NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil.

Possibilité de commande groupée (à partir de cinq exemplaires), merci de nous contacter à :
diffusion.presse@npa2009.org.

Campagne financière

Une campagne politique pour que le NPA puisse se faire entendre

Nous sommes maintenant engagés dans la phase 2014 de notre campagne financière pour nous donner les moyens d'être présents aux élections européennes qui auront lieu 25 mai.

Le défi que nous avons à relever est, d'une certaine façon, du même ordre que celui que nous avons relevé au début de l'année 2012 quand l'ensemble des camarades du NPA se sont mobilisés pour que Philippe Poutou puisse être candidat à l'élection présidentielle. Bien sûr, collecter des euros pour que nous puissions présenter des listes aux européennes n'est pas la même chose que partir à la recherche de parrainages de maires, mais cela demande la même conviction politique et un effort militant de même ampleur. Mais un effort bien plus enthousiasmant puisqu'il s'agit d'aller au-devant de nos proches, de nos camarades de travail pour partager nos idées, nos objectifs, donner envie d'être solidaires de notre combat, de l'aider, voire d'y prendre sa place.

Faire partager nos idées

Nous ne convainquons de nouveaux donateurs que si nous leurs faisons partager les idées que nous voulons porter dans cette bataille électorale, celles que nous défendons quotidiennement, et notre envie de les défendre le plus largement possible devant l'ensemble de la population.

Le contexte est difficile, nous le savons, mais il vient souligner l'utilité, le besoin qu'une autre voix se fasse entendre contre le gouvernement, contre leur Europe de l'austérité, pour dénoncer la démagogie de la droite et de l'extrême droite, pour défendre une perspective internationaliste, la solidarité et la coopération, une Europe des travailleurs et des peuples.

Cette deuxième phase de la campagne financière commence dans le même temps que nous nous

mobilisons pour construire des listes pour les élections municipales. L'ensemble de nos activités se nourrissent les unes les autres. La campagne financière en est un des éléments.

Pour aider à lancer cette deuxième étape et à la réussir, nous avons décidé d'un week-end de mobilisation, les 15 et 16 février : tous les comités sont appelés à prendre des initiatives publiques pour faire connaître notre campagne et collecter ces fameux euros.

Il s'agit de nous tourner vers l'extérieur. Jusqu'ici, notre campagne n'a touché que les militantEs et les plus proches. Notre objectif est de multiplier dans les mois qui viennent le nombre de donateurs. C'est donc une véritable campagne politique que nous engageons en discutant de la riposte à apporter à l'offensive Hollande, en menant notre campagne municipale tout en préparant les européennes.

Mobilisation générale pour la souscription les 15 et 16 février !

Pour plus d'informations, pour nous aider :
<http://npa2009.org/souscription>

Chroniques municipales

À Nîmes, pour une liste anticapitaliste dans la clarté

Le NPA de Nîmes a lancé le processus de recherche de partenaires dès le mois de mai 2013. Nous avons alors contacté tous les partis à gauche du PS. Une première réunion a eu lieu fin juin avec les Alternatifs, le PG et la GA dans notre local...

Nous y avons échangé nos points de vue respectifs, mais au bout du compte, les camarades du FdG nous ont bien fait comprendre qu'il était urgent d'attendre et qu'ils étaient surtout suspendus à la décision du PCF. Après l'été, le PCF a décidé de partir avec une liste FdG, séparément du PS. Ce n'était pas évident d'emblée, car il faut savoir qu'une partie du PCF souhaitait (et souhaite encore peut-être) former une liste d'entente avec le PS dès le premier tour. À cette rentrée, silence radio donc du côté de la « gauche de gauche ». Le NPA a alors choisi d'attendre et de se concentrer principalement sur les luttes. Mais la fin de l'année arrivait, dans un silence tout autant assourdissant, il nous a fallu faire quelque chose pour jouer notre rôle de parti politique aussi dans les élections. Nouveau courrier aux mêmes, nouvelle réunion le 11 décembre dernier (toujours à notre local) avec le courant « Ensemble » du FdG, Lutte ouvrière et Alternative libertaire, le POI s'excusant courtoisement. Sans surprise, AL s'est montré peu intéressé par les élections (mais nous

allons faire quelque chose ensemble en tant que Front anticapitaliste) et LO s'en est tenu à leur position nationale sectaire. Le courant « Ensemble » nous a proposé des places sur la liste du FdG, en insistant sur l'aide à gauche que nous pourrions apporter. Fort bien, sauf que le FdG envisage dans tous les cas de fusionner au second tour avec la liste du PS, sur la base d'un accord technique n'impliquant aucunement une participation automatique à la gestion municipale en cas de victoire.

Aucun accord de second tour

Même dans ces conditions, cette future fusion avec le PS nous pose problème et nous avons réservé notre réponse. En effet la cohérence en politique est essentielle : notre objectif prioritaire étant de construire une vraie opposition anticapitaliste (ou du moins antilibérale) à ce gouvernement calamiteux de la fausse gauche, comment cela peut-il se concilier avec une liste unique PS/FdG et NPA même au second tour ? Ces derniers jours, le « tournant » droitier du gouvernement Hollande renforce d'autant plus cette contradiction.

Après avoir réservé notre réponse et consulté les militantEs du NPA, nous avons finalement décidé de ne pas accepter la proposition. Nous sommes bien conscients que les choses peuvent être envisagées différemment par d'autres comités NPA dont l'objectif serait d'avoir des éluEs susceptibles de peser sur la vie municipale et de représenter au conseil municipal les électeurs de la gauche radicale. La loi électorale, injuste, ne nous favorise pas et nous entraîne du côté de la cuisine électorale. Les accords « techniques » sans engagement politique avec le PS, pourquoi pas, mais est-ce bien raisonnable et possible ? Le PS n'est pas mal au point d'accepter ce jeu de dupe. Dans ces conditions peu claires, nous pensons avoir de bonnes raisons de ne pas nous engager dans cette galère.

Pour autant, nous ne renonçons pas à nous présenter et à rechercher d'autres partenaires. À notre invitation, nous avons aussi rencontré le Parti ouvrier indépendant qui ne participera pas à ces élections. Nous lançons donc un appel public aux citoyens intéressés par une démarche réellement anticapitaliste, avec un communiqué de presse en ce sens et la tenue d'une conférence de presse ces jours-ci.

Nous poursuivons notre démarche, résolument non sectaire et réellement anticapitaliste.

Guy Dejean

Essai

La face cachée du numérique

Fabrice Flipo, Michelle Dobré, Marion Michot, éditions l'Échappée, 2013, 12 euros

En 1993 existaient 130 sites en « http ». Quatre ans plus tard, on en dénombrait plus d'un million. Avec l'arrivée des mobiles connectés à internet, le flux d'information croît constamment. Cette apparente dématérialisation des échanges possède un envers occulté : son impact écologique. C'est cette face cachée du numérique que ce livre met en avant.

Avec de multiples études, dont les conclusions ne sont pas définitives puisque peu nombreuses et établies sur des travaux récents, ce livre démystifie les TIC (technologies de l'information et de la communication). Ces innovations résoudraient les problèmes écologiques puisqu'elles organiseraient l'information et favoriseraient la néguentropie, remède à l'entropie¹. « Le salut de la planète, la cohésion sociale et la reprise de la croissance sous une nouvelle forme semblent passer par la réussite et la vitesse de cette révolution. »

Mais ces études montrent l'impact non négligeable du numérique sur la biosphère (équivalent à 2% des émissions mondiales de CO2, soit celui de l'aviation en 2008). C'est ainsi que débutent les controverses entre partisans des TIC et défenseurs d'une vision écologique globale. Cet ouvrage salutaire semble prouver que les TIC ne pourront rendre le service écologique qu'espèrent certains scientifiques :



« Les TIC, développées pour produire de la consommation et de la croissance dans une société en quête de croissance, vont (...) servir le but pour

lequel elles ont été conçues. Leur contribution écologique ne sera (...) [pas] compensée par « l'effet rebond », puisque la quantité croissante de biens consommés fera plus que compenser les réductions unitaires de consommation des ressources naturelles. »

Pour un socialisme écologique conséquent

Que l'on soit ou pas favorable à l'objection de croissance, les questions posées ici sont pertinentes et l'éclairage donné sur la question de la responsabilité des divers acteurs sur l'impact écologique des TIC plus que nécessaire.

Ce livre évoque l'écologie des infrastructures numériques et l'emprise des NTIC (nouvelles TIC) dans les domaines de l'énergie, des matières et des substances toxiques à toutes les étapes des cycles de vie. Sans même parler de l'empreinte due à l'extractivisme, les datacenters représentent déjà 1,5% de la consommation mondiale d'énergie ! Et sans oublier la

question des matières toxiques, des terres rares et des déchets difficilement recyclables et en croissance constante. Mais le côté le plus salubre de l'ouvrage est de montrer les mirages de la dématérialisation, car c'est en grande partie sur l'idée que les TIC permettraient d'optimiser la production de nos sociétés et réduiraient notre empreinte écologique que ceux-ci sont encouragés. Le présupposé que l'intérêt économique des firmes et l'intérêt écologique iraient de pair est nettement battu en brèche, car force est de constater qu'au niveau des déchets, des économies d'énergie et de l'évolution des labels, le compte n'y est pas... pour l'écologie !

La question de l'empreinte écologique des TIC doit intéresser tout socialisme écologique conséquent. Nous devons répliquer en portant notre réflexion aussi bien sur le médium et ses supports matériels que sur le message.

Fred 93

1 - Tendence spontanée des sociétés humaines à la désorganisation selon la bioéconomie.

Cinéma: Les Brasiers de la colère, de Scott Cooper avec Christian Bale, Woody Harrelson et Casey Affleck. Sortie le mercredi 15 janvier



Avec un titre pareil, sachant que ça se déroule dans une petite ville des Appalaches dont l'aciérie est la seule

source d'emplois, on s'attendrait à un grand film sur l'Amérique ouvrière. En fait, de l'Amérique d'en bas, celle qui vit dans des mobiles homes délabrés, on n'en voit que le décor.

Le héros est un métallo qui trime dur dans les herbes d'étincelles, mais Scott Cooper ne nous montre rien de son milieu de travail. Le scénario est celui, basique, d'une vengeance familiale, comme les westerns en ont usé et abusé. Le jeune frère du prolo, qui rentre d'Irak complètement dégingué, n'a aucune envie d'aller bosser en usine. Il va tomber dans les griffes d'un horrible caïd déjanté, interprété par l'impressionnant Woody Harrelson. L'aîné et l'oncle prendront donc les winchester utilisées habituellement pour massacrer les cervidés, monteront dans leur pick up et... vous devinez la suite.

Voici donc un film noir d'assez bonne facture, dont l'intérêt repose pour beaucoup sur une distribution éclatante qui réunit Christian Bale, Casey Affleck et Forest Whitaker dans le rôle du shérif qui ne veut pas d'histoire. On comprend tout de même pourquoi l'armée US n'a pas trop de mal à recruter dans cet univers de misère, de crasse et de violence.

Gérard Delteil

DVD

Rwanda 94

En 1999, la création et les représentations de Rwanda 94, un spectacle de la troupe belge Le Groupov, furent un événement. Un coffret DVD rassemble désormais la pièce et un certain nombre de documents¹.

Tout commence en avril 1994. Le metteur en scène Jacques Delcuvelier découvre à la télévision des images du Rwanda. Il ne se satisfait pas des discours télévisuels et politiques, plus ou moins discrètement racistes, et de la bouillie qui tient le plus souvent lieu d'analyse, et décide de comprendre. En 1999, il présente une première version de Rwanda 94 au festival d'Avignon. Le spectacle tournera jusqu'en 2005, avec des représentations au Rwanda en 2004.



La pièce débute par le témoignage d'une rescapée, Yolande Mugakasana : « Je ne suis pas une actrice », prévient-elle avant de déplier l'horreur de ce qu'elle a vécu. Puis la « fiction » théâtrale peut commencer : une journaliste Bee Bee Bee voit son émission consacrée au Rwanda interrompue par des fantômes qui surgissent au moment où elle prononce le mot de « tragédie ». Au Rwanda, il n'y eut pas de tragédie (avec ce que cela suppose de fatalité et d'impuissance) mais un génocide, c'est-à-dire un processus

politique d'extermination. Bee Bee Bee s'engage alors dans un long parcours initiatique pour comprendre. Durant près de six heures, mobilisant une multitude de formes et de dispositifs (théâtre documentaire, agit-prop, conférence, projections, oratorio, musique, etc.), Rwanda 94 s'attache à rendre intelligible ce que les médias et la diplomatie française se sont acharnés à rendre opaque et indéchiffrable. Le point de vue est matérialiste, l'orientation anti-impérialiste. Dès lors, le spectacle met en lumière les responsabilités (des États belges et français,

notamment), décrit l'enchaînement des faits, repère les processus idéologiques à l'œuvre. La pièce, passionnante, s'adresse à l'intelligence de son spectateur : il est fait le pari que lui aussi veut comprendre. Et la pensée qui naît, alors, s'appuie sur les émotions du spectacle tout autant qu'elle en produit de singulières. Le coffret est complété de deux films de Marie-France Collard, Rwanda. À travers nous, l'humanité..., revient sur les rescapés du génocide, dix ans plus tard, à l'occasion des représentations au Rwanda de la pièce. Bruxelles - Kigali suit le procès d'un génocidaire réfugié en Belgique à partir d'images d'archives mais aussi du procès lui-même. Comme son sous-titre l'indique, Rwanda 94 est une « tentative de réparation symbolique envers les morts, à l'usage des vivants ». La pièce réussit, en effet, le tour de force d'être simultanément une grande œuvre, un document rare et une puissante intervention politique « à l'usage des vivants ».

Olivier Neveux

1 - <http://www.groupov.be>



Culture, le retour

Par ces temps où l'extrême droite et les libéraux de gauche s'avèrent être des destructeurs de culture autant que de patrimoine, et les bourreaux de l'intermittence du spectacle, plus de vingt militantEs anticapitalistes se sont réunis à Lyon les 18 et 19 janvier, tous étant proches et/ou concernés par le devenir de la culture et de l'art. La commission culture, reprenant un nouvel élan depuis la dernière Université d'été du NPA, a débattu durant ces deux journées de la question de l'intermittence et de la précarité, des luttes en France concernant la culture, des mesures d'urgences à adopter, et des revendications à défendre à l'occasion des municipales. Les places qu'occupent l'art et la culture dans notre parti y ont été remises en question : nous avons évoqué les formations et les débats en rapport à la culture lors de l'Université d'été, le rôle de nos médias, de notre presse et de notre librairie. Un débat a été amorcé autour du

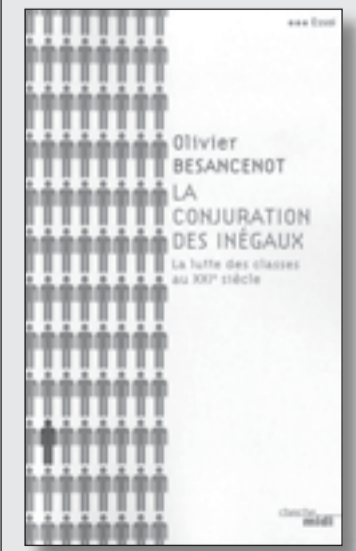
thème « art et émancipation ». La ligne culturelle au sein de notre hebdomadaire L'Anticapitaliste a été précisée : dans cette page, il devrait être question de débats, de questions de fond ainsi que d'actualités culturelles. Au vu du projet de loi sur l'intermittence actuellement discuté au Sénat, des luttes comme celle du théâtre de Poitiers, de l'inégalité qui n'a jamais été aussi forte à l'accès à l'art et au culturel, de l'effondrement des budgets publics, de l'invasion du mécénat, ainsi que de la démocratie toujours absente des décisions prises, nous proposons des mesures d'urgence, un programme anticapitaliste en vue des élections municipales. Un programme où l'expression prend toute la place qu'elle devrait avoir dans les agglomérations, un texte aux couleurs de gratuité, de pratiques amatrices, de respect des professionnels du spectacle ainsi que d'éducation populaire.

La commission culture

La librairie La Brèche

vous invite à rencontrer **Olivier Besancenot** le lundi 3 février à partir de 17h30

Autour de son dernier livre *la Conjuration des inégaux, la lutte des classes au XXI^e siècle* La lutte des classes ? La conscience de classe ? Le « nombre immense qui ne connaît pas sa propre force » (Louise Michel) ? Venez en discuter...





L'Anticapitaliste | Libre expression

Visa : lutter contre l'extrême droite dans le monde du travail



La montée du Front national et des idées réactionnaires percutent le mouvement ouvrier et ses organisations. À l'occasion du lancement d'une campagne unitaire intersyndicale (cf. ci-dessous), nous ouvrons nos colonnes à Visa (Vigilance et initiatives syndicales antifascistes)¹, association de syndicalistes en lutte contre l'extrême droite.

Ce mercredi 29 janvier 2014, a été lancée la « campagne unitaire contre l'extrême droite, ses idées, ses pratiques » à laquelle participent plusieurs organisations syndicales. Des syndicalistes de la CGT, de la FSU et de l'Union syndicale Solidaires ont participé d'abord à une journée d'ateliers et de débats à la Bourse du travail de Paris, puis à un meeting unitaire. Ce dernier a eu lieu le soir à Montreuil, au siège de la confédération CGT, avec prise de parole de Thierry Lepaon (CGT), Bernadette Groison (FSU) et Annick Coupé (Solidaires).

Les syndicats confrontés à l'extrême droite

Cet événement unitaire est d'une importance capitale dans la mesure où il s'agit de lancer la contre-offensive syndicale, progressiste et solidaire contre l'avancée de l'extrême droite et de ses idées. Cette dernière cherche à faire avancer son influence idéologique au sein des classes populaires, au sein du salariat et des quartiers populaires, et d'y recruter des électeurs-électrices. Sur fond de déception et d'amertume vis-à-vis d'un gouvernement « de gauche », alors que la droite et l'extrême droite ont massivement occupé les rues tout au long de l'année 2013 (notamment à travers leur combat contre le « mariage pour Tous », l'extrême droite tente de capitaliser électoralement. Sa « prise de la rue » n'est d'ailleurs pas terminée, comme l'aura montré la mobilisation de divers courants d'extrême droite pour le « jour de colère » dimanche dernier à Paris. Plus grave, l'extrême droite arrive parfois à attirer des militantEs jusqu'à l'intérieur des organisations syndicales, et à les gagner à ses « idées ». L'affaire Fabien Engelmann aura servi de signal d'alerte : ce jeune militant syndicaliste, passé à l'extrême gauche (LO et NPA) pendant six ans avant d'être attiré vers l'extrême droite à travers la mouvance « Riposte laïque », a été candidat aux élections cantonales de mars 2011 pour le Front

national. Son syndicat local de la CGT en Lorraine s'était d'abord solidarisé avec lui, avant d'être dissout par la confédération en vue d'exclure Engelmann. D'autres organisations syndicales ont été confrontées à des problèmes similaires, de FO (dont la déléguée régionale pour les personnels civils de l'armée dans le Nord-Pas-de-Calais a été candidate du FN) jusqu'à Solidaires, confrontée à un militant FN chez les territoriaux dans le département de Haute-Garonne.

Une réaction unitaire

Dans le mouvement syndical, l'association intersyndicale et unitaire Visa s'est consacrée depuis des années à la lutte politique et idéologique contre les tentatives d'influence de l'extrême droite. « Vigilances et initiatives syndicales antifascistes », Visa est une association issue de l'ancienne « commission syndicale » de la structure Ras l'front (RLF, le sigle était aussi utilisé pour « Réseau de lutte antifasciste »). Ras l'front était né de l'« Appel des 250 » lancé en 1990 en réaction à la montée du Front national et à la profanation antisémite du cimetière juif de Carpentras en mai de la même année. Sa commission syndicale s'est structurée en 1996 et s'est donnée une publication d'abord diffusée sur papier et sous le nom d'Isa (« Informations syndicales antifascistes »). Puis Isa est devenu Visa, la publication sur papier est devenue une publication sur Internet, et la commission éditant un bulletin est devenue une association structurée. La spécificité de Visa est de s'intéresser au discours prétendument « social » de l'extrême droite, qu'il s'agisse du FN ou d'autres mouvances d'extrême droite telles que les groupes identitaires ou encore les catholiques intégristes, afin de l'analyser et de le déconstruire. Il s'agit de prémunir le mouvement social contre les tentatives de l'extrême droite de détourner les questions sociales. C'est à quoi s'emploie l'extrême droite, en occupant le terrain avec un discours tactiquement adapté... mais dont les

fondamentaux sont toujours diamétralement opposés aux valeurs fondatrices du mouvement ouvrier et syndical : solidarité, égalité et internationalisme.

Des réponses à la propagande réactionnaire

Pour contrer ces tentatives de l'extrême droite, il faut étudier son discours, ses initiatives, ses propositions, ses modes d'action. Et parfois aussi ses tentatives d'infiltrer des organisations syndicales (ou autres) et/ou d'en retourner des membres ou des structures. L'affaire Fabien Engelmann, déjà mentionnée, n'est qu'un exemple qui souligne l'extrême nécessité d'une vigilance accrue. La crise, avec son cortège de destructions d'emplois et de peurs engendrées, a encore renforcé cette nécessité. En 2003, Visa a publié un premier livre sous le titre *le Front national au travail*, regroupant une série de contributions à travers lesquelles les lecteurs et lectrices peuvent observer le principal parti d'extrême droite, tenter d'occuper le terrain « social ». Depuis, Visa a continué ce travail à travers deux brochures largement diffusées : *le FN, pire ennemi des salarié-e-s* (2010) et *Contre le programme du FN, un argumentaire syndical* (2012). Ce mois de janvier vient de sortir sa dernière brochure : *Pas de pouvoir au FN ! Barrage syndical antifasciste*, dans un contexte où se préparent les élections municipales puis européennes des mois de mars et de mai 2014².

Pour lutter collectivement

Dès le début, Visa (et la « commission syndicale » de Ras l'front auparavant) a regroupé des syndicalistes appartenant à différentes structures et confédérations syndicales. Aujourd'hui, l'association regroupe des militantEs et militantEs FSU, CGT, Solidaires, CFTD, FO, qui sont des adhérentEs de sections d'entreprises, éluEs de syndicats nationaux ou encore représentantEs de fédérations professionnelles.

Visa a pour ambition d'être un outil d'information et de réflexion pour toutes les forces syndicales qui le souhaitent, afin de lutter collectivement et le plus efficacement possible contre l'implantation et l'audience de l'extrême droite dans le monde du travail.

Le combat antifasciste se mène à tous les niveaux, du syndicat de base à la confédération, dans l'unité la plus large. Il se mène par la participation aux mouvements sociaux, mais aussi par les discussions quotidiennes des militantEs syndicaux avec leurs collègues dans les entreprises.

Visa se veut outil et partie prenante de la bataille syndicale contre l'extrême droite et elle entend y contribuer :

- en livrant un maximum d'information sur les dangers et le développement de l'extrême droite en France, en Europe et dans le monde, mais aussi sur les « passerelles » jetées vers d'autres mouvances politiques, notamment dans une fraction la droite ;
- par des analyses servant à démystifier les pseudo-propositions sociales de l'extrême droite ;
- en relayant sur le site de l'association toutes les prises de position, actions des organisations syndicales contre l'extrême droite ;
- en dénonçant toutes les discriminations racistes, sexistes, homophobes au sein et hors des entreprises ;
- en se faisant l'écho de toutes les actions de solidarité avec les salariéEs de toutes les origines, dont les travailleurs et travailleuses sans papiers ;
- en aidant, par des outils adaptés (journées de formation, interventions dans des séminaires, brochures, affiches etc.), les équipes syndicales à se former et se mobiliser pour démystifier à leur tour les soi-disant propositions sociales de l'extrême droite, dans les discussions avec l'ensemble des salariéEs.

1- visa-isa.org

2- Cette brochure volumineuse et riche en contenu (100 pages) est vendue à deux euros auprès des militantEs et via le site Internet. [Titre et intertitres de la rédaction]

Vu ailleurs



DETTE. Parler de dette devient un moyen pour décrire des relations

inégales. [...] Les gens riches peuvent être incroyablement compréhensifs concernant la dette des autres riches : les banques étatsuniennes Goldman Sachs et Lehman Brothers peuvent se concurrencer, mais quand quelque chose menace leur position générale de classe, soudain elles peuvent oublier toutes les dettes contractées si elles le veulent.

C'est ce qui s'est passé en 2008. Des trillions de dollars de dettes ont disparu, parce que cela arrangeait les puissants. De la même façon des gens pauvres vont être très compréhensifs les uns envers les autres. Les prêts que l'on fait à des proches sont finalement souvent des cadeaux. C'est lorsqu'il y a des structures d'inégalité, que soudain la dette devient une obligation morale absolue. La dette envers les riches est la seule à être vraiment « sacrée ». Comment se fait-il que Madagascar soit en difficulté quand il doit de l'argent aux États-Unis, mais que lorsque ce sont les États-Unis qui doivent de l'argent au Japon, c'est le Japon qui est en difficulté ? Le fait notamment que les États-Unis ont une puissante armée change le rapport de forces... [...] Aux États-Unis, des gens sont emprisonnés parce qu'ils n'ont pas réussi à payer les frais de citation en justice. Alors qu'il est presque impossible de poursuivre des banques pour des saisies illégales ! Les banques peuvent toujours aller voir la police pour leur demander de vous arrêter pour défaut de paiement, même si tout le monde sait qu'il s'agit d'une saisie illégale. Pouvoir financier et pouvoir politique sont en train de fusionner. Police, collecteurs d'impôts, les personnes qui vous expulsent de vos maisons, opèrent directement dans l'intérêt des institutions financières. Peu importe votre revenu, un robot signe votre expulsion et la police vous fait sortir de votre maison. [...] Jusqu'à présent aucun banquier n'a été mis en prison pour des actes illégaux durant la crise financière. Et des centaines de manifestants ont été arrêtés pour avoir tenté d'attirer l'attention sur ces faits.

« La façon la plus simple de désobéir à la finance, c'est de refuser de payer les dettes », interview de David Graeber (intellectuel américain, lié à Occupy Wall street) par Agnès Rousseaux, sur le site Bastamag, 16 janvier 2014

S'abonner à l'Anticapitaliste

Par prélèvement automatique. Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	Hebdo + Mensuel	Hebdo	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR4322554755

Date : Signature obligatoire :

Par chèque, à l'ordre de : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM			
Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	1 an	6 mois	1 an
<input type="checkbox"/> 28 €	<input type="checkbox"/> 96 €	<input type="checkbox"/> 20 €	<input type="checkbox"/> 40 €
Mensuel	1 an	6 mois	1 an
<input type="checkbox"/> 22 €	<input type="checkbox"/> 44 €	<input type="checkbox"/> 10 €	<input type="checkbox"/> 19 €
Hebdo + Mensuel	1 an	6 mois	1 an
<input type="checkbox"/> 50 €	<input type="checkbox"/> 100 €	<input type="checkbox"/> 38 €	<input type="checkbox"/> 76 €

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org